

**RAPPORT  
DU COMITÉ DU PROGRAMME  
ET DE LA COORDINATION  
SUR LES TRAVAUX  
DE SA VINGT-HUITIÈME SESSION**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 16 (A/43/16)



**NATIONS UNIES**

New York, 1989

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
ABREVIATIONS .....		ix
<u>Première partie : Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de la première partie de sa vingt-huitième session, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 2 mai au 3 juin 1988</u>		
I. ORGANISATION DE LA SESSION .....	1 - 13	2
A. Ordre du jour .....	3 - 5	2
B. Election du bureau .....	6	2
C. Participation .....	7 - 10	3
D. Documentation .....	11	4
E. Reprise de la vingt-huitième session .....	12	4
F. Adoption du rapport du Comité .....	13	4
II. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME .....	14 - 141	5
A. Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1986-1987 .....	14 - 28	5
B. Budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 ..	29 - 65	6
1. Prévisions révisées, compte tenu notamment des plans du Secrétaire général visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, relative à la réduction des effectifs établis, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 .....	29 - 37	6
2. Mesures destinées à améliorer la situation dans les commissions régionales et dans les unités administratives du Secrétariat où le taux de vacance de poste est le plus élevé .....	38	8
3. Mesures de réorganisaion du Secrétariat prises depuis l'adoption du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 .....	39	8

# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
4. Application de la recommandation 29 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, concernant les fonctions du Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales .....	40	8
5. Ressources additionnelles à prévoir aux sections A.1 (Assemblée générale), A.4 (Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et son secrétariat) et B.12 (Bureau de la recherche et de la collecte d'informations) du chapitre premier du budget-programme (Politique, direction et coordination d'ensemble) .....	41 - 43	8
6. Application de la recommandation 19 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, concernant les activités relatives à la Namibie .....	44 - 45	9
7. Application de la recommandation 37 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, concernant les activités d'information .....	46 - 53	9
8. Postes temporaires autorisés sur une base renouvelable pour l'exercice biennal 1986-1987 et approuvés pour l'exercice biennal 1988-1989 au titre du budget ordinaire .....	54 - 55	11
9. Attribution des fonctions de liaison avec les organisations non gouvernementales dans le cadre de l'application de la recommandation 25 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau .....	56 - 57	12
10. Mesures concernant l'ordre de priorité attribué par le Secrétaire général au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 .....	58 - 65	12
C. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies .....	66 - 74	13
D. Questions relatives au budget-programme : utilisation et fonctionnement du fonds de réserve .....	75 - 77	14

# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
E. Examen d'une solution générale au problème des dépenses supplémentaires, y compris celles qu'entraînent l'inflation et les fluctuations des taux de change .....	78	15
F. Projet de plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 .....	79 - 82	15
1. Calendrier des consultations sur le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 .....	79 - 80	15
2. Préparation du prochain plan à moyen terme ....	81 - 82	15
G. Evaluation .....	83 - 99	15
1. Evaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement .....	83 - 84	15
2. Application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale .....	85 - 87	16
3. Evaluation approfondie du grand programme relatif aux établissements humains .....	88 - 91	16
4. Application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-sixième session au sujet des activités du Département de l'information .....	92 - 93	17
5. Rapport du Comité commun de l'information des Nations Unies sur les politiques actuelles de diffusion de documentation par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies .....	94 - 95	17
6. Examen triennal de l'application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-cinquième session sur le programme de contrôle des drogues .....	96 - 99	17
H. Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991) .....	100 - 141	18
Chapitre premier. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité .....	107 - 112	19

# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Chapitre 2.	Affaires politiques spéciales, questions politiques spéciales et mandats spéciaux .....	113 - 114	25
Chapitre 3.	Justice internationale et droit international .....	115	26
Chapitre 6.	Droits de l'homme .....	116	26
Chapitre 7.	Contrôle international des drogues .....	117	27
Chapitre 9.	Information .....	118	30
Chapitre 10.	Questions et politiques relatives au développement .....	119	31
Chapitre 11.	Energie .....	120	35
Chapitre 12.	Environnement .....	121	35
Chapitre 13.	Alimentation et agriculture .....	122	36
Chapitre 14.	Etablissements humains .....	123 - 124	37
Chapitre 15.	Développement industriel .....	125 - 126	38
Chapitre 16.	Commerce international et financement du développement .....	127 - 130	39
Chapitre 17.	Ressources naturelles .....	131	41
Chapitre 18.	Population .....	132	41
Chapitre 19.	Administration et finances publiques .....	133	41
Chapitre 20.	Science et technique .....	134	42
Chapitre 21.	Développement social et affaires humanitaires .....	135 - 136	42
Chapitre 22.	Statistiques .....	137	43
Chapitre 23.	Sociétés transnationales .....	138	44
Chapitre 24.	Transports, communications et tourisme .....	139	45
Chapitres 26 à 31.	Services communs et services de conférence .....	140 - 141	47

# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
III. QUESTIONS RELATIVES A LA COORDINATION .....	142 - 185	48
A. Analyses interorganisations des programmes .....	142 - 176	48
1. Conclusions générales et recommandations .....	142 - 144	48
2. Analyse interorganisations des programmes relatifs aux activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains .....	145 - 147	48
3. Futures analyses interorganisations des programmes .....	148 - 151	48
4. Cadre général et méthodologie de l'analyse interorganisations des programmes des organismes des Nations Unies concernant la promotion de la femme .....	152 - 156	49
5. Suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes sur la recherche économique et sociale et l'analyse décisionnelle dans le système des Nations Unies .....	157 - 162	50
6. Analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'environnement .....	163 - 176	51
B. Rapport annuel d'ensemble du Comité administratif de coordination .....	177 - 185	53
IV. RAPPORTS DU CORPS COMMUN D'INSPECTION .....	186 - 190	54
A. Programme de travail du Corps commun d'inspection pour 1988 .....	186 - 188	54
B. Etablissement de rapports sur l'exécution et les résultats des programmes de l'Organisation des Nations Unies : contrôle, évaluation et examen de la gestion .....	189 - 190	54
V. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA VINGT-NEUVIEME SESSION DU COMITE .....	191 - 193	55
ANNEXES		
I. Ordre du jour de la première partie de la vingt-huitième session du Comité .....		58
II. Liste des documents portés à l'attention du Comité lors de la première partie de sa vingt-huitième session .....		59

# TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
<u>Seconde partie : Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de la seconde partie de sa vingt-huitième session, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 6 au 19 septembre 1988</u>		
I. ORGANISATION DE LA SESSION .....	1 - 12	64
A. Ordre du jour .....	2 - 3	64
B. Election du Bureau .....	4	64
C. Participants .....	5 - 8	64
D. Documentation .....	9 - 11	65
E. Adoption du rapport du Comité .....	12	66
II. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME .....	13 - 90	67
A. Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 .....	13 - 35	67
B. Introduction au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992; calendrier des consultations au sujet du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 .....	36 - 73	71
C. Prévisions révisées concernant le chapitre 27 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 .....	74 - 88	81
D. Evaluation approfondie du grand programme concernant les affaires politiques et les affaires du Conseil de sécurité .....	89 - 90	83
III. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA VINGT-NEUVIEME SESSION DU COMITE .....	91 - 93	84
ANNEXES		
I. Ordre du jour provisoire de la reprise de la vingt-huitième session du Comité .....		85
II. Liste des documents portés à l'attention du Comité à la reprise de sa vingt-huitième session .....		86



## ABREVIATIONS

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CAC	Comité administratif de coordination
CCI	Centre (CNUCED/GATT) du commerce international
CCI	Corps commun d'inspection
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CPC	Comité du programme et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OICS	Organe international de contrôle des stupéfiants
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement

Première partie

RAPPORT DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION SUR LES  
TRAVAUX DE LA PREMIERE PARTIE DE SA VINGT-HUITIEME SESSION\*

Tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies  
du 2 mai au 3 juin 1988

---

\* Initialement publié sous forme ronéotypée, le 15 juin 1988, sous la cote  
A/43/16 (Partie I).

## I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. Le Comité du programme et de la coordination (CPC) a tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies une séance d'organisation (1re séance) le 28 mars 1988 et la première partie de sa vingt-huitième session du 2 mai au 3 juin 1988. Il a tenu 54 séances (2e à 55e séances). Lors de sa séance d'organisation, le Comité a décidé d'ouvrir sa session le 2 mai 1988 au lieu du 25 avril 1988.

2. Le Comité a pris acte de la note du Secrétariat sur l'examen des documents et publications périodiques (E/1988/45). A sa 55e séance, il a décidé de reporter l'examen du rapport du Secrétaire général sur les listes de distribution et les répertoires tenus par l'Organisation des Nations Unies (E/AC.51/1987/8) à sa vingt-neuvième session en 1989.

### A. Ordre du jour

3. L'ordre du jour de la première partie de la vingt-huitième session, adopté par le Comité à sa 1re séance, figure à l'annexe I.

4. A sa séance d'organisation, le Comité a décidé d'inscrire à son ordre du jour une question intitulée "Examen d'une solution générale au problème des dépenses supplémentaires, y compris celles qu'entraînent l'inflation et les fluctuations des taux de change".

5. Lorsqu'il a adopté l'ordre du jour, le Comité, conformément à la décision prise à sa vingt-quatrième session 1/, a décidé d'examiner à sa vingt-huitième session le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Etablissement de rapports sur l'exécution et les résultats des programmes de l'Organisation des Nations Unies : contrôle, évaluation et examen de la gestion" (A/43/124) ainsi que les observations du Secrétaire général à ce sujet (A/43/124/Add.1).

### B. Election du bureau

6. A sa 1re séance, le Comité a élu par acclamation le bureau suivant :

Président : M. Deryck Lance Murray (Trinité-et-Tobago)

Vice-Présidents : M. Isaiah Zimba Chabala (Zambie)

M. Miodrag Cabric (Yougoslavie)

M. Wilfried Koschorreck (République fédérale d'Allemagne)

Rapporteur : Mme Fauzia Mufti Abbas (Pakistan)

### C. Participation

7. Les Etats suivants, membres du Comité, étaient représentés :

Allemagne, République fédérale d'	Japon
Argentine	Kenya
Autriche	Mexique
Bahreïn	Ouganda
Bangladesh	Pakistan
Bénin	Pérou
Brésil	Pologne
Burkina Faso	Roumanie
Cameroun	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Canada	Rwanda
Chine	Suède
Colombie	Trinité-et-Tobago
Côte d'Ivoire	Tunisie
Cuba	Union des Républiques socialistes soviétiques
Etats-Unis d'Amérique	Yougoslavie
France	Zambie
Inde	
Indonésie	

8. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs :

Algérie	Maroc
Australie	Norvège
Bahamas	Nouvelle-Zélande
Bulgarie	Pays-Bas
Costa Rica	Portugal
Danemark	République arabe syrienne
Egypte	République démocratique allemande
Espagne	République socialiste soviétique d'Ukraine
Fidji	République-Unie de Tanzanie
Finlande	Tchécoslovaquie
Grèce	Thaïlande
Grenade	Venezuela
Iraq	Yémen démocratique
Irlande	Zaïre
Italie	Zimbabwe
Jamaïque	

9. Les institutions spécialisées suivantes étaient représentées :

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Fonds international de développement agricole  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

10. Ont également assisté à la session le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, le Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales, la Secrétaire générale adjointe à l'information, le Sous-Secrétaire général à la planification des programmes, au budget et aux finances, Contrôleur, le Sous-Secrétaire général au développement et à la coopération économique internationale, le Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines, le Sous-Secrétaire général aux services généraux, et d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, y compris des représentants du Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, du Département de la coopération technique pour le développement, du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales, du Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, du Centre pour la science et la technique au service du développement, du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, du Département des affaires de désarmement, du Bureau des affaires juridiques, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de la Commission économique pour l'Europe (CEE), de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Des représentants du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) participaient également à la session.

#### D. Documentation

11. La liste des documents portés à l'attention du Comité lors de la première partie de sa vingt-huitième session figure à l'annexe II.

#### E. Reprise de la vingt-huitième session

12. A sa séance d'organisation, le Comité a été informé que l'Assemblée générale, dans sa résolution 42/211 du 21 décembre 1987, avait décidé de fixer au 15 août de l'année où il n'était pas soumis de budget la date à laquelle le plan général du budget-programme devrait être présenté. Le Comité a donc décidé de tenir une session de cinq semaines, au printemps, et de recommander au Conseil économique et social de l'autoriser à reprendre sa session pour une semaine, en la prolongeant si nécessaire, à partir du 12 septembre 1988. A sa 51e séance, le 1er juin, le Comité a décidé de recommander au Conseil d'approuver que le Comité reprenne sa session du 6 au 19 septembre 1988. A la fin de cette période, le Comité pourrait, si nécessaire, demander une nouvelle prolongation de sa session. Outre le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991, le Comité examinerait le rapport du Secrétaire général sur le projet d'introduction au plan à moyen terme (A/43/329), et le calendrier des consultations, et achèverait son examen du chapitre 27 "Information" des montants estimatifs révisés (A/C.5/43/1 et Corr.1 et Add.6) ainsi que des informations supplémentaires fournies par le Secrétaire général. Les incidences de cette décision sur le budget-programme seraient soumises au Conseil économique et social.

#### F. Adoption du rapport du Comité

13. Lors de ses 52e à 55e séances, les 2 et 3 juin, le Comité a adopté le projet de rapport sur sa vingt-huitième session (E/AC.51/1988/L.3 et Add.1 à 19), tel qu'il avait été révisé oralement au cours des débats.

## II. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME

### A. Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1986-1987

14. De sa 25e à sa 28e séance, les 18 et 19 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1986-1987 (A/43/326).

#### Examen de la question

15. Certaines délégations ont estimé que le rapport contenait de nombreuses informations utiles mais qu'il n'était pas conçu pour faciliter l'analyse de tous les facteurs influant sur l'exécution du programme, tels que la situation financière de l'Organisation et le taux de vacance de poste.

16. D'autres délégations ont émis de sérieuses réserves quant à l'utilité d'une approche purement quantitative de la mesure des produits.

17. Quelques délégations ont souscrit aux vues exprimées au paragraphe 25 du rapport du Secrétaire général, selon lesquelles "dans la plupart des cas, cette situation doit être considérée en fonction des taux de vacance de poste, qui étaient sensiblement plus élevés dans les départements ou les bureaux en raison du gel du recrutement dû à la crise financière que traverse actuellement l'Organisation des Nations Unies"; elles se sont déclarées profondément préoccupées par le taux élevé de vacance de poste, qui nuisait manifestement à l'exécution du programme, et ont demandé au Secrétaire général de prendre immédiatement des mesures pour remédier à la situation.

18. D'autres délégations encore étaient d'avis que, s'agissant de la question des taux élevés de vacance de poste, le rapport ne contenait aucun élément concret permettant d'établir un lien direct de cause à effet entre l'accroissement du taux de vacance de poste et la baisse de l'exécution des produits prévus dans le programme.

#### Conclusions et recommandations

19. Le Comité a pris acte du rapport du Secrétaire général et des modifications qui y sont incorporées en matière de méthode et de présentation.

20. Le Comité s'est déclaré inquiet de ce que le taux d'exécution global ait diminué de 7 % environ par rapport à l'exercice biennal précédent, mais satisfait que le nombre absolu des produits programmés et exécutés ait augmenté.

21. Le Comité a pris note de la nécessité d'améliorer l'exécution des programmes, y compris de ceux des commissions régionales, du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Département de l'information, ainsi que de continuer à améliorer l'exécution des produits qui ont reçu le rang de priorité le plus élevé.

22. Le Comité a noté que tous les produits, quel que soit leur type, étaient mis sur le même plan; il a recommandé que de nouveaux travaux soient consacrés à cette question et que la méthode suivie soit perfectionnée de manière à présenter une classification qualitative et quantitative des produits. A cet égard, le Comité était d'avis qu'il conviendrait de fournir une ventilation des produits par type d'activité (par exemple service des conférences, réalisation d'études, élaboration de rapports, bourses et autres activités de ce type, et coopération technique).

23. Le Comité s'est déclaré préoccupé par les taux élevés de produits reportés et éliminés et a recommandé que les rapports mentionnent à l'avenir les raisons et les textes justifiant que des produits soient reportés, éliminés ou remaniés, fournissent une ventilation de ces produits par catégorie et indiquent le statut futur des produits reportés.

24. Le Comité a décidé que les rapports sur l'exécution du programme devraient comprendre aussi des tableaux indiquant l'exécution des catégories de produits par grand programme du plan à moyen terme.

25. Le Comité a convenu de la nécessité d'entreprendre un examen systématique de l'exécution des produits dans chaque chapitre du budget-programme en vue de demander, le cas échéant, que les rapports complémentaires voulus soient élaborés.

26. Le Comité a décidé que le rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice 1988-1989 devrait également permettre d'évaluer le taux d'exécution des produits ayant trait aux questions prioritaires figurant dans le budget-programme, notamment en ce qui concerne le redressement et le développement économiques de l'Afrique et la promotion de la femme.

27. Le Comité a recommandé que le Secrétaire général examine plus avant la définition de l'élimination des produits qui figure à l'alinéa f) du paragraphe 15 et au paragraphe 39 de son rapport (A/43/326), en tenant pleinement compte des vues exprimées par les Etats Membres.

28. Le Comité a recommandé qu'avant de formuler de nouvelles conclusions sur ce point, l'Assemblée générale examine comme il convient l'additif au rapport, dont le Comité n'a pu tenir compte dans ses conclusions et recommandations en raison de la date tardive de sa publication.

#### B. Budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

1. Prévisions révisées, compte tenu notamment des plans du Secrétaire général visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, relative à la réduction des effectifs établis, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211

29. De sa 28e à sa 39e séance, tenues du 19 au 25 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées, compte tenu notamment des plans du Secrétaire général visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 2/, relative à la réduction des effectifs établis, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1 et Corr.1 et Add.1 et Corr.1, Add.2 et Corr.1, Add.3, 4, 5 et 7 (documents regroupés ensuite dans A/C.5/43/1/Rev.1), et E/AC.51/1988/CRP.1).

#### Discussion

30. Certaines délégations ont accepté à contrecœur les propositions du Secrétaire général concernant une réduction globale des effectifs de 13,02 %, étant entendu qu'il procéderait à l'application intégrale de la recommandation 15 au cours du prochain exercice biennal. D'autres délégations ont dit qu'elles approuvaient les propositions du Secrétaire général concernant une réduction globale de 13,02 %, étant entendu que ces propositions seraient acceptées en bloc, reconnaissant que

l'application intégrale de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau dépendait de l'application des recommandations 1, 2, 3 et 8.

31. Certaines délégations ont rappelé la résolution 41/213 de l'Assemblée et ont demandé que la recommandation 15 soit appliquée intégralement.

32. Certaines délégations étaient d'avis que l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau devrait être précédée d'un examen approfondi des besoins en personnel du Secrétariat. Elles étaient également d'avis que toute formulation d'un pourcentage de réduction dans les postes, en application de la recommandation susmentionnée, devrait être accompagnée d'indications précises quant à l'impact de toute réduction dans les postes sur les activités et les programmes de l'Organisation.

33. Selon certaines délégations, la proposition du Secrétaire général concernant une réduction de 14,1 % dans le cas du Département des services de conférence devait être acceptée à titre provisoire à condition que les Etats Membres appliquent les recommandations 1, 2, 3 et 8 du Groupe d'experts approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213. D'autres délégations ont fait valoir que l'application de ces recommandations dépendait des Etats Membres et ont recommandé un effort concerté dans ces domaines.

34. On a également fait valoir que le Comité devrait exercer ses prérogatives en matière d'établissement des priorités comme prévu dans le règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, en particulier à l'article 3.17 (qui porte maintenant le numéro 4.17 depuis que l'Assemblée a adopté un nouvel article III, dans la partie I de sa résolution 42/215).

#### Conclusions et recommandations

35. Le Comité a souligné de nouveau qu'il appartient au Secrétaire général de faire preuve de souplesse dans l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau afin d'éviter que les programmes, de même que la structure et la composition du Secrétariat, ne pâtissent, étant entendu qu'il y a lieu de s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, en prenant dûment en considération le principe d'une répartition géographique équitable.

36. Le Comité a recommandé, sans préjudice de la pleine application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, comme indiqué dans la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, que soit acceptée la proposition du Secrétaire général concernant les réductions d'effectifs, cette réduction étant de 10 % dans le cas des effectifs des services de conférence à New York et à Genève, et a estimé que de nouvelles réductions devraient être faites, lorsque cela serait possible, lors du processus d'application de la résolution 41/213 dans son ensemble, eu égard aux priorités et au principe du traitement égal de toutes les langues officielles de l'Organisation ainsi qu'à l'application de techniques nouvelles.

37. Le Comité a recommandé que le Secrétaire général, lorsqu'il appliquerait les dispositions susmentionnées, tienne compte des préoccupations exprimées par certains Etats Membres concernant les réductions envisagées dans les services aux effectifs peu importants, notamment dans les domaines de la paix et de la sécurité



internationales, des affaires de désarmement, du développement économique et des programmes sociaux, y compris les drogues, ainsi que dans les commissions régionales.

2. Mesures destinées à améliorer la situation dans les commissions régionales et dans les unités administratives du Secrétariat où le taux de vacance de poste est le plus élevé

#### Conclusions et recommandations

38. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/43/Add.1 et Corr.1), a pris note des problèmes particuliers qui se posent à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et a recommandé que le Secrétaire général redouble d'efforts pour améliorer la situation dans les commissions régionales et dans les unités administratives du Secrétariat où le taux de vacance de poste est le plus élevé, et ce en coopération étroite avec tous les intéressés.

3. Mesures de réorganisation du Secrétariat prises depuis l'adoption du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

#### Conclusions et recommandations

39. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur les mesures de réorganisation du Secrétariat prises depuis l'adoption du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (A/C.5/43/1/Add.2 et Corr.1) et a pris note des propositions contenues dans ce rapport.

4. Application de la recommandation 29 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, concernant les fonctions du Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales

#### Conclusions et recommandations

40. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/43/1/Add.3) et a recommandé que le Secrétaire général garde la question à l'étude, en prenant pleinement en considération les conclusions de l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.

5. Ressources additionnelles à prévoir aux sections A.1 (Assemblée générale), A.4 (Comité des Commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et son secrétariat) et B.12 (Bureau de la recherche et de la collecte d'informations) du chapitre premier du budget-programme (Politique, direction et coordination d'ensemble)

41. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur les ressources additionnelles à prévoir aux sections A.1 (Assemblée générale), A.4 (Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et son secrétariat) et B.12 (Bureau de la recherche et de la collecte d'informations) du chapitre premier du budget-programme (Politique, direction et coordination d'ensemble) (A/C.5/43/Add.4).

### Discussion

42. Certaines délégations ont dit qu'il n'y avait pas de justification pour les ressources additionnelles demandées au titre des frais de voyage et des heures supplémentaires à la section B.12 dans les dispositions du plan à moyen terme, non plus que dans les mandats pertinents, à savoir les Articles 98 et 99 de la Charte des Nations Unies et les résolutions 41/70 et 41/213 de l'Assemblée générale. D'autres délégations ont estimé que la question relevait du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

### Conclusions et recommandations

43. Le Comité a pris note du rapport du Secrétaire général.

6. Application de la recommandation 19 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, concernant les activités relatives à la Namibie

44. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application de la recommandation 19 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, qui porte sur les activités relatives à la Namibie (A/C.5/43/1/Add.5).

### Conclusions et recommandations

45. Le Comité a rappelé le paragraphe 10 c) de la résolution 42/211 de l'Assemblée générale et recommandé qu'une décision sur l'application de la recommandation 19 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, concernant le regroupement et le renforcement des activités d'appui relatives à la Namibie, soit adoptée par l'Assemblée à sa quarante-troisième session, compte pleinement tenu de l'avis du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

7. Application de la recommandation 37 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, concernant les activités d'information

46. De sa 47e à sa 50e séance, du 31 mai au 1er juin, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application de la recommandation 37 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau, qui porte sur les activités d'information (A/C.5/43/1/Add.6).

### Discussion

47. Quelques délégations se sont dites sérieusement préoccupées par un certain nombre de mesures adoptées au sein du Département de l'information, notamment les suivantes :

a) Structure :

- i) Arrangements organisationnels concernant les questions prioritaires de l'apartheid, de la Namibie et de Palestine;
- ii) Arrangements organisationnels concernant des questions prioritaires liées au développement;
- iii) Arrangements organisationnels concernant des services radio régionaux, en particulier les rapports entre ces services et le service central;

- iv) Niveaux des ressources et leurs liens avec les groupes qui s'occupent de ces questions;
- v) Suppression d'activités ou de programmes adoptés dans le plan à moyen terme pour la période 1984-1989, en particulier ceux qui concernent les activités de lutte contre l'apartheid;
- vi) Suppression d'activités ou de programmes concernant le désarmement, le droit de la mer et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire;
- vii) Absence d'indications sur la place des bureaux régionaux dans l'organigramme de la Division des centres d'information des Nations Unies;
- viii) Fusion et/ou abolition de centres d'information des Nations Unies;
- ix) Rang insuffisant des directeurs des centres et services d'information;
- b) Répartition géographique des postes :
  - i) Sérieux déséquilibre dans la représentation géographique existante pour les postes des classes supérieures;
  - ii) Effet négatif que pourrait avoir le processus de restructuration en cours sur la répartition géographique équitable des postes à d'autres niveaux;
  - iii) Effet démoralisant pour le personnel de la suppression proposée de certains postes et nécessité d'assurer que le personnel du Département sera réaffecté dans la mesure du possible à des postes de niveau comparable;
- c) Programmes :
  - i) Responsabilités et autorité insuffisantes du Bureau de l'exécution des programmes en ce qui concerne le programme;
  - ii) Manque de produits axés sur les questions de développement les plus urgentes;
  - iii) Suppression, reformulation ou ajournement de certains produits importants du programme, par exemple, suppression des programmes en afrikaans, en allemand et d'autres programmes radio fondamentaux dans certaines langues nationales ainsi que de produits liés au nouvel ordre économique international et au nouvel ordre international de l'information et de la communication;
  - iv) Niveau des ressources allouées à certains programmes prioritaires importants, à savoir les activités de lutte contre l'apartheid, la Namibie et la question de Palestine, notamment;
  - v) Effet négatif du mauvais moral du personnel sur l'exécution des programmes.

48. D'autres délégations ont pleinement appuyé la réorganisation du Département telle qu'elle est exposée dans le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations faites par le Comité à sa vingt-sixième session à ce sujet des activités du Département de l'information (E/AC.51/1988/11). Elles ont estimé

qu'il était important de respecter l'autorité du Secrétaire général en sa qualité de premier fonctionnaire de l'Organisation, responsable des structures administratives. Elles se sont félicitées des efforts qu'il déploie pour accroître l'efficacité du Département conformément aux préoccupations exprimées. Elles ont également noté que l'objectif de la réforme, à savoir une efficacité accrue, ne suscitait pas d'objection. Elles ont estimé important de mener à bien la réorganisation du Département pour réduire dans toute la mesure du possible les problèmes liés au moral du personnel et exécuter le programme avec un maximum d'efficacité.

### Conclusions et recommandations

49. Le Comité a souligné qu'en établissant les estimations révisées, le Secrétaire général devrait avoir présentes à l'esprit les fonctions du Département, y compris le rôle qui est le sien de rehausser l'image de l'Organisation conformément aux priorités et aux mandats adoptés par l'Assemblée générale.

50. En ce qui concerne les questions de l'apartheid, de la Namibie et de la Palestine, le Comité a noté la déclaration, faite au nom du Secrétaire général, selon laquelle il n'y aurait pas d'objection à ce que soit identifié un groupe ou des groupes distincts traitant des questions liées à la lutte contre l'apartheid, à la Namibie et à la Palestine, qui étaient trois questions prioritaires de l'Organisation, ni à ce que la coordination des activités relatives à ces questions soit confiée au Directeur de l'exécution des programmes.

51. Le Comité a recommandé que le Secrétaire général propose, dans l'additif qui lui sera présenté à la reprise de sa session, des critères objectifs et équitables concernant le rang que devraient avoir les directeurs des centres et services d'information, en ayant à l'esprit, entre autres choses, la nécessité d'établir et de maintenir les contacts avec les fonctionnaires responsables et celle de préserver l'équilibre entre les diverses régions du monde. Le Comité a recommandé que la situation des centres et services d'information responsables de plus d'un pays ne soit pas compromise.

52. En ce qui concerne la question de la répartition géographique des postes dans le Département de l'information, le Comité a pris note des déclarations des représentants du Secrétaire général sur les mesures prises pour remédier au déséquilibre actuel, notamment parmi les hauts fonctionnaires.

53. Le Comité a rappelé la résolution 42/211 de l'Assemblée générale. Il a recommandé que le Secrétaire général lui soumette des propositions supplémentaires et concrètes, en réponse à toutes les préoccupations et vues exprimées dans les paragraphes précédents, à la reprise de sa vingt-huitième session, dans un additif aux montants estimatifs révisés pour le chapitre 27 (Information). Le Comité est convenu de poursuivre l'examen du rapport du Secrétaire général sur le chapitre 27 (A/C.5/43/1/Add.6) à la reprise de sa session, à la lumière de propositions supplémentaires et des vues du Comité de l'information (voir plus loin, deuxième partie, par. 74 à 88).

#### 8. Postes temporaires autorisés sur une base renouvelable pour l'exercice biennal 1986-1987 et approuvés pour l'exercice biennal 1988-1989 au titre du budget ordinaire

54. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général concernant les postes temporaires autorisés sur une base renouvelable pour l'exercice biennal 1986-1987 et approuvés pour l'exercice biennal 1988-1989 (A/AC.5/43/1/Add.7).

### Conclusions et recommandations

55. Le Comité a pris note du rapport du Secrétaire général et des assurances du Secrétariat selon lesquelles les propositions figurant dans ce rapport n'auraient pas d'incidences sur le programme.

9. Attribution des fonctions de liaison avec les organisations non gouvernementales dans le cadre de l'application de la recommandation 25 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau

56. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'attribution des fonctions de liaison avec les organisations non gouvernementales dans le cadre de l'application de la recommandation 25 (E/AC.51/1988/CRP.1).

### Conclusions et recommandations

57. Le Comité est convenu d'ajourner toute décision sur cette question en attendant la présentation d'autres renseignements pertinents, y compris le résultat final de l'étude en profondeur de la structure et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.

10. Mesures concernant l'ordre de priorité attribué par le Secrétaire général au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990

58. A ses 41e et 42e séances, le 26 mai 1988, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur les mesures concernant l'ordre de priorité attribué par le Secrétaire général au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (A/C.5/43/2 et Add.1).

### Conclusions et recommandations

59. Le Comité a pris note du rapport du Secrétaire général et jugé utiles les informations qu'il contenait. Il a toutefois été d'avis que ce rapport ne comprenait pas de stratégie pour l'application du Programme d'action à l'échelon du système des Nations Unies, correspondant à l'ordre de priorité attribué au Programme.

60. Le Comité a noté que les réductions de postes proposées pour la Commission économique pour l'Afrique étaient parmi les plus faibles du Secrétariat et il a estimé que les ressources allouées au Programme d'action, en particulier au titre du budget ordinaire de l'ONU, n'étaient pas proportionnelles à l'ordre de priorité qui lui était attribué.

61. Le Comité a recommandé que les ressources prévues au titre du budget ordinaire pour la CEA et les autres instances appropriées dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 soient proportionnées au rang de priorité accordé à l'Afrique et au Programme d'action par l'Assemblée générale.

62. Le Comité a noté qu'une forte proportion des ressources financières allouées au Programme d'action devait provenir de ressources extra-budgétaires, exprimé la crainte que celles-ci ne se matérialisent pas et recommandé que le Secrétaire général redouble d'efforts pour veiller à ce que les ressources nécessaires à l'application du Programme d'action soient effectivement disponibles.

63. Le Comité a noté que, dans la plupart des cas, le rapport ne permettait pas de se faire une idée de l'impact des mesures concernant l'ordre de priorité attribué au Programme d'action et il a recommandé que des informations concernant les facteurs influant sur l'application de ce programme soient fournies au Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale, créé par la résolution 42/163 de l'Assemblée, pour préparer l'examen et l'évaluation du Programme d'action.

64. Le Comité a accueilli avec satisfaction l'engagement pris au nom du Secrétaire général selon lequel des efforts accrus seraient faits pour assurer une réponse coordonnée à l'échelle du système à la mesure des besoins des pays africains et de l'ordre de priorité attribué au Programme.

65. En ce qui concerne le rapport du Groupe consultatif sur les flux financiers pour l'Afrique, évoqué au paragraphe 7 du rapport du Secrétaire général, le Comité a noté que la Conférence des ministres africains responsables du développement et de la planification économiques, qui s'est réunie à Niamey sous les auspices de la CEA, avait jugé insuffisantes les mesures recommandées par le Groupe consultatif. Le Comité a recommandé que le Secrétaire général tienne compte de tous les avis pertinents en examinant la question.

C. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Réforme et renouveau à l'ONU : deuxième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale

66. A sa 25e séance et de sa 28e à sa 34e séance, du 18 au 23 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur la réforme et le renouveau à l'ONU : deuxième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale (A/43/286).

Discussion

67. Plusieurs délégations ont souligné que le déséquilibre entre la représentation des pays en développement aux postes des classes supérieures du Secrétariat et celle des pays développés allait en s'accroissant. On a relevé que le rapport du Secrétaire général sur la composition du Secrétariat (A/42/636, tableau C) indiquait que le pourcentage de fonctionnaires de rang supérieur (D-1 et au-dessus) originaires d'Etats Membres en développement d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes était tombé de 48,8 % en 1986 à 47,6 % en 1987; en revanche, le pourcentage de fonctionnaires de rang supérieur venant de pays développés à économie de marché était passé de 41,5 % en 1986 à 42,9 % en 1987. A cet égard, elles ont rappelé la recommandation 47 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau que l'Assemblée a approuvée dans sa résolution 41/213 et selon laquelle le Secrétaire général devrait prendre des mesures supplémentaires pour faire en sorte que les nationaux des pays en développement soient dûment représentés aux postes des classes supérieures. Elles ont demandé que le Secrétaire général prenne sans plus tarder les mesures supplémentaires nécessaires et fasse rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session.

68. D'autres délégations ont estimé que, s'agissant de cette question, comme d'autres, la résolution 41/213 de l'Assemblée devait être considérée comme un tout.

### Conclusions et recommandations

69. Le Comité a pris acte du deuxième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.

70. Le Comité a déclaré qu'il appuyait pleinement l'action menée par le Secrétaire général, en sa qualité de premier fonctionnaire de l'Organisation, pour s'acquitter des mandats que l'Assemblée générale lui avait confiés dans ses résolutions 41/213 et 42/211.

71. Le Comité a déclaré partager le point de vue du Secrétaire général selon lequel "le processus de réforme ne saurait être mené à bien que si les Etats Membres apportent un appui résolu, sur les plans tant politique que financier, à l'Organisation" (A/43/286, par. 7).

72. Le Comité a noté qu'il faudrait arrêter les mesures visant à réformer les domaines économique et social en tenant pleinement compte des résultats de l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.

73. Le Comité a réitéré la recommandation contenue au paragraphe 49 de la première partie de son rapport sur les travaux de sa vingt-septième session 3/, pris note avec satisfaction de la nomination par le Secrétaire général du Représentant spécial et Coordonnateur au Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement du Liban et recommandé que les postes restants du Bureau soient pourvus dès que possible.

74. Le Comité a pris note des assurances données au nom du Secrétaire général en ce qui concerne les aspects financiers et le calendrier des projets de construction qui se poursuivent conformément au paragraphe 10 a) de la résolution 42/211 de l'Assemblée générale.

#### D. Questions relatives au budget-programme : utilisation et fonctionnement du fonds de réserve

75. A sa 41e séance, tenue le 26 mai, le Comité a examiné la note du Secrétaire général intitulée "Questions relatives au budget-programme : utilisation et fonctionnement du fonds de réserve" (A/43/324).

### Conclusions et recommandations

76. Le Comité a recommandé que soit acceptée la proposition figurant dans la note du Secrétaire général, à savoir que le texte de l'article 3.2 des règlements et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation soit développé, comme indiqué dans l'annexe de la note du Secrétaire général, de manière à refléter les décisions que l'Assemblée générale a prises au sujet du fonds de réserve dans sa résolution 42/211 du 21 décembre 1987.

77. Le Comité a noté que, si l'Assemblée générale approuvait ces modifications de l'article 3.2, elle jugerait peut-être bon aussi, le moment venu, de modifier les règlements intérieurs des organes délibérants concernés de façon à refléter les modifications en question dans leurs procédures.

E. Examen d'une solution générale au problème des dépenses supplémentaires, y compris celles qu'entraînent l'inflation et les fluctuations des taux de change

Conclusions et recommandations

78. A cette même séance, le Comité a estimé que la question d'une solution générale au problème des dépenses supplémentaires, y compris celles qui découlent de l'inflation et des fluctuations de taux de change, devait être examinée plus avant.

F. Projet de plan à moyen terme pour la période commençant en 1992

1. Calendrier des consultations sur le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992

79. A ses 8e et 9e séances, les 5 et 6 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur le calendrier des consultations sur le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 (E/AC.51/1988/6).

Conclusions et recommandations

80. Le Comité est convenu d'examiner le rapport du Secrétaire général à la reprise de sa vingt-huitième session (voir plus loin, deuxième partie, par. 36 à 73).

2. Préparation du prochain plan à moyen terme

81. A ses 38e, 48e et 50e séances, les 28 et 31 mai et 1er juin, le Comité a examiné la note du Secrétaire général concernant la préparation du prochain plan à moyen terme (A/43/329).

Conclusions et recommandations

82. Le Comité a décidé d'examiner la note du Secrétaire général à la reprise de sa vingt-huitième session (voir plus loin, deuxième partie, par. 36 à 73).

G. Evaluation

1. Evaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement

83. A sa 47e séance, le 31 mai, le Comité a examiné la note du Secrétaire général relative à l'évaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement (E/AC.51/1988/9).

Conclusions et recommandations

84. Le Comité a pris acte de la note du Secrétaire général et décidé qu'une évaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement devrait lui être soumise à sa vingt-neuvième session, en 1989.



2. Application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale

85. A sa 48e séance, le 31 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (A/43/179).

Conclusions et recommandations

86. Le Comité a pris acte du rapport du Secrétaire général et réaffirmé l'importance de l'évaluation pour l'évaluation et l'exécution des programmes. A cette fin, il a recommandé que la fonction d'évaluation de l'Organisation soit encore renforcée et a convenu d'approuver les recommandations qui figurent aux paragraphes 71, 72 et 73 du rapport du Secrétaire général.

87. Le Comité a recommandé d'ajouter la phrase ci-après à la fin de l'alinéa b) du paragraphe 71 : à cette fin, les rapports d'évaluation devraient être conçus de manière à faciliter leur utilisation par le Comité lors de l'examen des programmes.

3. Evaluation approfondie du grand programme relatif aux établissements humains

88. A ses 47e et 48e séances, le Comité a examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du grand programme relatif aux établissements humains (E/AC.51/1988/4).

Conclusions et recommandations

89. Le Comité a approuvé le cadre général et l'approche d'ensemble du rapport intérimaire et recommandé que l'évaluation approfondie du grand programme relatif aux établissements humains soit axée particulièrement sur les questions abordées aux paragraphes suivants du rapport intérimaire :

- a) Questions relatives à la coordination : paragraphes 40 à 46;
- b) Questions intéressant la phase de planification : alinéas b) à h) du paragraphe 54;
- c) Questions intéressant la phase d'exécution : alinéa f) du paragraphe 55;
- d) Questions relatives aux résultats des programmes : alinéas b) à e) du paragraphe 56;
- e) Diffusion d'informations : paragraphe 59.

90. Le Comité a demandé que dans le rapport d'évaluation qui serait présenté en 1990 figurent des informations sur les versements effectifs provenant de fonds extra-budgétaires et les dépenses effectives imputées sur ces fonds.

91. Le Comité a approuvé les méthodes de collecte de données et les phases de l'étude, qui sont décrites dans leurs grandes lignes aux paragraphes 61 à 69 du rapport intérimaire du Secrétaire général.

4. Application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-sixième session au sujet des activités du Département de l'information

92. A sa 50e séance, le 1er juin, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-sixième session 4/ au sujet des activités du Département de l'information (E/AC.51/1988/11).

Conclusions et recommandations

93. Le Comité a pris acte du rapport du Secrétaire général.

5. Rapport du Comité commun de l'information des Nations Unies sur les politiques actuelles de diffusion de documentation par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies

94. A la même séance, le Comité a examiné le rapport du Comité commun de l'information des Nations Unies sur les politiques actuelles de diffusion de documentation par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies (E/AC.51/1988/12).

Conclusions et recommandations

95. Le Comité a pris acte du rapport du Comité commun de l'information des Nations Unies.

6. Examen triennal de l'application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-cinquième session sur le programme de contrôle des drogues

96. A ses 47e et 48e séances, le 31 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général consacré à l'examen triennal de l'application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-cinquième session 5/ sur le programme de contrôle des drogues (E/AC.51/1988/5).

Conclusions et recommandations

97. Le Comité a fait siennes les recommandations figurant aux paragraphes 57 et 58 a), b), c), d) et e) du rapport du Secrétaire général.

98. En ce qui concerne l'alinéa f) du paragraphe 58, le Comité est convenu qu'il devrait être libellé comme suit :

"Etant donné l'ampleur que revêt le problème de la drogue, les arrangements existants en matière de coordination et de coopération devraient être effectivement appliqués."

99. Le Comité a recommandé qu'on envisage d'approfondir la question d'une éventuelle fusion de la Division des stupéfiants et du secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

H. Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991)

100. Le Comité a examiné les révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (qui couvrent la période 1990-1991) (A/43/6 et Corr.1) à ses 8e, 10e à 25e et 40e séances, le 5 mai, du 9 au 18 mai et le 25 mai 1988.

101. Le Comité a rappelé qu'à sa vingt-septième session 6/, sur la base des propositions du Secrétaire général (A/42/512) et à titre exceptionnel, il avait recommandé à l'Assemblée générale d'examiner favorablement le maintien jusqu'en 1991 des priorités et activités du plan à moyen terme pour 1984-1989, sous réserve d'une révision aussi approfondie et étendue de ce plan que le demanderaient l'Assemblée et les organes intergouvernementaux fonctionnels et régionaux dans leurs domaines de compétence respectifs. Au paragraphe 2 de la section II de sa résolution 42/215, l'Assemblée avait fait sienne la recommandation du Comité. C'est sur cette base qu'avaient été établies les révisions proposées au plan à moyen terme (A/43/6 et Corr.1) dont le Comité était saisi.

102. Certaines délégations ont été d'avis qu'il fallait améliorer le processus d'élaboration du plan à moyen terme et de ses révisions. Elles ont estimé que, conformément aux dispositions de la résolution 38/227 A de l'Assemblée générale, en particulier l'alinéa b) du paragraphe 7 de sa section II, le Secrétaire général devait présenter à l'Assemblée générale un état des incidences sur les programmes avant l'adoption d'une résolution. Elles ont également estimé que cet état devait comprendre quand l'approbation du projet de résolution nécessiterait une révision du plan à moyen terme, un projet de révision proposé, en même temps qu'une indication de l'endroit où il devrait être inséré dans le plan à moyen terme. Une liste récapitulative de toutes les résolutions ayant des incidences sur les programmes du plan à moyen terme, telles qu'adoptées par l'Assemblée générale, serait alors présentée au Comité du programme et de la coordination qui, conformément à son mandat, examinerait les révisions proposées que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale auraient rendues nécessaires, ainsi que d'autres révisions proposées par le Secrétaire général.

Conclusions et recommandations générales

103. Le Comité a pris note des difficultés qu'a rencontrées le Secrétariat pour établir ce document durant une période de transition. Il était néanmoins préoccupé par la date tardive de sa publication, son manque de clarté, dû en partie au choix arbitraire des textes portant autorisation des travaux, et ses lacunes sur le plan technique.

104. Le Comité a recommandé qu'un mode de présentation nouveau et plus pratique du plan à moyen terme et de ses révisions soit mis au point, peut-être sur des feuillets mobiles, afin d'en faciliter l'examen et l'utilisation par les organes gouvernementaux intéressés et par le Secrétariat.

105. Le Comité a réaffirmé la nécessité de procéder aux révisions du plan à moyen terme conformément aux règlements et règles régissant la planification du programme, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

106. Le Comité a rappelé le paragraphe 7 de la section II de la résolution 38/227 de l'Assemblée générale et demandé au Secrétaire général de lui présenter un rapport, à sa vingt-neuvième session, sur la manière dont ces dispositions seraient pleinement appliquées, y compris pour ce qui est de la méthodologie, et de leurs incidences.

## Chapitres

1. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité
2. Affaires politiques spéciales, questions politiques spéciales et mandats spéciaux
3. Justice internationale et droit international
6. Droits de l'homme
7. Contrôle international des drogues
9. Information
10. Questions et politiques relatives au développement
11. Energie
12. Environnement
13. Alimentation et agriculture
14. Etablissements humains
15. Développement industriel
16. Commerce international et financement du développement
17. Ressources naturelles
18. Population
19. Administration et finances publiques
20. Science et technique
21. Développement social et affaires humanitaires
22. Statistiques
23. Sociétés transnationales
24. Transports, communications et tourisme
- 26-31. Services communs et services de conférence

### Chapitre premier. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité

#### Discussion

107. Certaines délégations ont été d'avis que les révisions proposées à tous les programmes contenus dans ce chapitre étaient singulièrement déséquilibrées et sélectives, qu'elles portaient dans certains cas sur d'importants mandats qui avaient fait l'objet d'un consensus et que dans d'autres elles allaient bien au-delà des souhaits exprimés par l'Assemblée générale.

108. Certaines délégations ont estimé qu'il fallait ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe 1.12 i) : "d) promotion du développement économique et social dans l'intérêt de l'humanité tout entière"; d'autres n'étaient toutefois pas d'accord.

109. Certaines délégations ont été d'avis qu'il fallait ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe 1.34 iii), tel que révisé : "eu égard en particulier à la nécessité de renforcer le rôle central de l'Organisation et de ses organes compétents dans le domaine du désarmement et du développement, en encourageant une perspective interdépendante de ces questions dans le cadre de l'objectif d'ensemble qu'est la promotion de la paix et de la sécurité internationales"; d'autres délégations n'étaient toutefois pas d'accord.

110. Quelques délégations ont été d'avis qu'il fallait supprimer le texte suivant du texte révisé proposé pour le paragraphe 1.34 iii) : "et notamment poursuivre l'élaboration des directives et procédures techniques d'enquête sur d'éventuels recours aux armes chimiques, présenter un registre annuel d'information sur les explosions nucléaires effectuées au cours de l'année écoulée, et appliquer le Programme d'action adopté dans le Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement"; d'autres délégations n'étaient toutefois pas d'accord.

#### Réserves

111. Une délégation a exprimé ses réserves sur le paragraphe 1.34 iii).

#### Conclusions et recommandations

112. Le Comité a recommandé l'approbation des révisions proposées au chapitre premier du plan à moyen terme, avec les modifications suivantes :

a) Paragraphe 1.14 i). Il faudrait supprimer le nouveau membre de phrase proposé "et sur un système général de paix et de sécurité internationales";

b) Paragraphe 1.14 i). Il faudrait remplacer le texte révisé proposé pour la dernière partie de cet alinéa par le texte suivant : "fournir une assistance technique pour l'élaboration du rapport intérimaire sur l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte et pour l'examen des moyens d'organiser des échanges de vues entre les Etats sur les propositions relatives au système général de paix et de sécurité internationales";

c) Paragraphe 1.14 iii). Il faudrait remplacer le texte proposé par le texte suivant :

"Sécurité régionale, coopération et zones de paix : promouvoir la paix, la sécurité et la coopération dans diverses régions; rédiger les rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale; fournir des services fonctionnels à la Première Commission et au Comité spécial de l'océan Indien en vue de l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.";

d) Paragraphe 1.15. Au lieu de résolution 41/64 de l'Assemblée générale, lire 41/65;

e) Paragraphe 1.16 i). A la fin du paragraphe, ajouter les mots "d'examiner". Le reste du paragraphe devrait être remplacé par le texte suivant :

"a) Des moyens de préserver l'espace à des fins pacifiques; le renforcement de la coopération internationale dans l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace comme moyen efficace de préserver l'espace à des fins pacifiques;

b) L'application des principes relatifs à la téléobservation de la Terre à partir de l'espace, tels qu'ils figurent dans l'annexe à la résolution 41/65 de l'Assemblée générale;

c) Le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales et la coordination des activités spatiales menées dans le cadre du système des Nations Unies;

d) L'application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

e) Les questions relatives à la télédétection spatiale par satellite, y compris, notamment, ses applications pour les pays en développement;

f) L'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace;

g) Les questions relatives aux systèmes de transport spatial et à leurs incidences sur l'avenir des activités spatiales;

h) L'examen de la nature physique et des caractéristiques techniques de l'orbite des satellites géostationnaires; l'examen de son utilisation et de ses applications, y compris, notamment, dans le domaine des communications spatiales, ainsi que d'autres questions relatives aux progrès des communications spatiales, compte tenu en particulier des besoins et des intérêts des pays en développement;

i) Les questions relatives aux sciences de la vie, y compris la médecine spatiale;

j) Les progrès réalisés dans l'exécution du programme géosphère-biosphère (changement global); le Comité mondial de la recherche spatiale et la Fédération internationale d'astronautique devraient être invités à présenter des rapports et à faire un exposé spécial sur cette question;

k) Les questions relatives à l'exploration des planètes;

l) Les questions relatives à l'astronomie;

m) L'application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, y compris l'expansion et l'orientation du Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales;"

f) Paragraphe 1.16 ii). Le texte suivant devrait être ajouté à la fin du paragraphe : "promouvoir la coopération internationale, y compris l'assistance technique et la coordination dans le domaine de la télédétection.";

g) Paragraphe 1.17. Le paragraphe devrait être remplacé par le texte suivant :

"1.17 Les problèmes traités sont notamment les suivants :

- i) L'intérêt commun de l'humanité est de promouvoir l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et de poursuivre les efforts pour que tous les Etats puissent bénéficier de ces activités. Il importe de favoriser la coopération internationale dans ce domaine et l'Organisation des Nations Unies devrait continuer de jouer un rôle central à cet égard;
- ii) L'importance que revêt la coopération internationale pour faire prévaloir la primauté du droit, y compris les normes pertinentes du droit de l'espace et leur rôle important dans la coopération internationale en vue de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques;
- iii) Il faut tirer davantage parti des techniques spatiales et de leurs applications et favoriser une croissance ordonnée des activités spatiales propices au progrès économique et social de l'humanité, en particulier des peuples des pays en développement;
- iv) Les progrès accomplis en ce qui concerne l'exploration de l'espace à des fins pacifiques et ses applications, ainsi que différents projets spatiaux entrepris à l'échelon national ou en coopération, renforcent la coopération internationale dans ce domaine;
- v) L'Assemblée générale a invité les Etats qui ne sont pas encore parties aux traités internationaux régissant les utilisations de l'espace extra-atmosphérique à envisager de ratifier ces traités ou d'y adhérer;
- vi) Bien que la question n'ait pas été soulevée récemment au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, des problèmes pourraient se poser en ce qui concerne les aspects politiques, sociaux, économiques et juridiques de l'utilisation de satellites de télédiffusion aux plans international et national. Néanmoins, ces programmes pourraient présenter des avantages pour l'éducation, l'échange international d'informations et d'autres programmes de développement économique et social."

h) Paragraphe 1.19. Le texte de cette révision devrait se lire comme suit : "Les résolutions 39/42, 40/64, 41/35, 42/23 et 42/75 de l'Assemblée générale devraient être ajoutées aux textes portant autorisation des travaux";

i) Alinéa v) du paragraphe 1.23. Le texte proposé devrait être remplacé par ce qui suit : "Coopérer avec le Département de l'information pour diffuser des informations contre l'apartheid dans divers médias ainsi qu'avec les institutions spécialisées (notamment l'OIT, l'Unesco, l'OMS et la FAO) pour coordonner l'action de toutes les institutions en ce qui concerne la diffusion dans diverses langues de la documentation établie par les Nations Unies";

j) Alinéas vi), xii) et xiii) du paragraphe 1.23. Il ne faudrait pas supprimer ces alinéas;

k) Alinéa iii) du paragraphe 1.34. Il faudrait, dans la première phrase, remplacer les mots "celles qu'elle pourrait prendre" par les mots "les activités dont elle décidera";

l) Alinéa i) du paragraphe 1.54. Il faudrait, à la fin du paragraphe, ajouter le membre de phrase ci-après : "... et, dans le cas du Centre pour l'Amérique latine, un appui technique pour la promotion du développement économique et social grâce à la réutilisation rationnelle des ressources disponibles";

m) Paragraphe 1.57. Il faudrait ajouter le membre de phrase ci-après à la fin de ce nouveau paragraphe : "compte tenu des caractéristiques de chaque région";

n) Paragraphes 1.62 à 1.65. Il faudrait remplacer les nouveaux paragraphes proposés par le texte ci-après :

### "PROGRAMME 3. RECHERCHE ET COLLECTE D'INFORMATIONS\*

#### A. Sous-programmes

##### SOUS-PROGRAMME 1. RECHERCHE ORIENTEE VERS LA POLITIQUE A SUIVRE ET COLLECTE D'INFORMATIONS RELATIVES AU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES\*

##### a) Textes portant autorisation des travaux :

1.62 Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les Articles 98 et 99 de la Charte des Nations Unies et les résolutions 41/70 et 41/213 de l'Assemblée générale;

##### b) Objectifs

1.63 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants :

- i) Objectifs des organes intergouvernementaux : faire en sorte que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies disposent des éléments nécessaires pour arrêter la meilleure façon de répondre à des situations d'urgence imminentes ou déclarées qui ont, ou pourraient avoir, des répercussions sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales;
- ii) Objectifs du Secrétariat : veiller à ce que le Secrétaire général soit parfaitement informé de la situation et des tendances internationales pour l'aider à s'acquitter des fonctions qui lui incombent en vertu des Articles 98 et 99 de la Charte ou que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité lui ont confiées; s'assurer que le Secrétaire général est bien informé et averti sans tarder des problèmes internationaux nouveaux ou persistants qui relèvent de sa compétence, en vertu de l'Article 99 de la Charte, ainsi que du mandat que l'Assemblée générale lui a confié dans sa résolution 41/70, relative à la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés;

---

\* Programme et sous-programme nouveaux.



c) Problèmes traités

1.64 Les Etats Membres ont souligné que l'Organisation des Nations Unies devait pouvoir répondre d'urgence, par l'intermédiaire de ses organes compétents, aux menaces potentielles ou confirmées pour la paix et aux situations d'urgence de nature humanitaire. L'Organisation devrait disposer pour ce faire d'un système fiable, bien organisé et efficace de collecte et d'analyse des informations pour être avertie rapidement des zones de conflit possibles dans lesquelles elle pourrait contribuer à un règlement pacifique des différends;

d) Stratégie pour la période 1984-1991

1.65 Les activités envisagées pour réaliser les objectifs du programme sont les suivantes :

- i) Regrouper au sein du Bureau de la recherche et de la collecte d'informations les fonctions relatives aux informations politiques;
- ii) Mettre en place un système central de base de données sur la paix, la sécurité et les situations d'urgence auquel le Secrétaire général et les différents départements du Secrétariat pourraient faire appel en cas de besoin; intégrer au système, le cas échéant, les sources de données internes et externes;
- iii) Améliorer les arrangements en matière de services consultatifs et d'échanges d'informations avec d'autres départements et bureaux politiques; favoriser la coordination des fonctions de recherche, d'analyse et d'information à long terme du Secrétariat en ce qui concerne les affaires politiques et les situations d'urgence; et organiser des équipes spéciales interdépartementales pour traiter de grands thèmes intéressant particulièrement le Secrétaire général et la communauté internationale;
- iv) Etablir et maintenir le contact avec les organismes des Nations Unies, les établissements de recherche, les organisations non gouvernementales et les milieux universitaires afin de suivre les travaux de recherche relatifs à la façon dont le Secrétaire général s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte;
- v) Evaluer les tendances mondiales en se fondant sur les informations et les travaux de recherche appartenant au domaine public mentionnés plus haut et établir à l'intention du Secrétaire général des aperçus par pays, région, sous-région et thème, en consultation étroite avec les responsables chargés de mener les négociations et de résoudre les différends, sans perdre de vue la nécessité d'éviter les chevauchements;
- vi) Suivre les informations et les faits nouveaux laissant prévoir d'éventuels courants de réfugiés, comme le demande l'Assemblée générale dans sa résolution 41/70;
- vii) Fournir immédiatement des informations sur l'apparition de situations qui requièrent l'attention du Secrétaire général.

## SOUS-PROGRAMME 2 : DIFFUSION D'INFORMATIONS POLITIQUES

### a) Cartes portant autorisation des travaux

1.66 Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les Articles 98 et 99 de la Charte des Nations Unies et la résolution 41/213 de l'Assemblée générale;

### b) Objectifs

1.67 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants :

i) Objectifs des organes intergouvernementaux : faire en sorte que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies disposent, sur leur demande, d'informations générales pertinentes pouvant les aider à s'acquitter de leur mandat;

ii) Objectifs du Secrétariat : veiller à ce que les informations appartenant au domaine public relatives à la paix et à la sécurité internationales soient régulièrement communiquées au Secrétaire général et à ses collaborateurs pour l'aider à s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte et que lui ont confiées l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité;

### c) Problème traité

1.68 Afin de s'acquitter de ces responsabilités, le Secrétaire général doit proposer d'un système intégré et efficace de diffusion des informations politiques qui permette à l'Organisation de se tenir au courant des faits nouveaux les plus importants, en particulier de ceux qui ont trait aux crises politiques et autres situations d'urgence;

### d) Stratégie pour la période 1984-1991

1.69 Recevoir, regrouper et diffuser en temps voulu les informations politiques provenant des médias et des centres d'information des Nations Unies sur les événements ayant trait à la paix et à la sécurité à l'intention du Secrétaire général et de ses collaborateurs et établir à l'intention du Secrétaire général des résumés périodiques des commentaires des médias mondiaux sur l'évolution de la conjoncture internationale; fournir des notes d'information analytiques aux centres d'information sur les principaux événements politiques survenant à l'Organisation des Nations Unies, pour leur permettre de répondre aux questions portant sur l'actualité."

## Chapitre 2. Affaires politiques spéciales, questions politiques spéciales et mandats spéciaux

113. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 2 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Paragraphe 2.5. Dans la deuxième phrase, remplacer les mots "favoriser l'application du" par les mots "appliquer le";

b) Paragraphe 2.34 i). Remplacer les mots "en recommandant" par le mot "par", et les mots "ainsi que" par les mots "sur la base du".

114. Le Comité a également recommandé d'ajouter les résolutions 41/162 et 42/209 de l'Assemblée générale au nouveau paragraphe 2.9 du sous-programme 1 (Le Moyen-Orient) du programme 1 (Affaires politiques spéciales) de ce chapitre.

### Chapitre 3. Justice internationale et droit international

115. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 3 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Paragraphe 3.10. Ajouter les résolutions de l'Assemblée générale suivantes : 38/77, 40/156, 41/88, 42/46 (Question de l'Antarctique) et 42/20 (Droit de la mer);

b) Paragraphe 3.11. Supprimer le nouveau membre de phrase proposé ", y compris celles relatives au droit de la mer et à l'Antarctique", et modifier le paragraphe en remplaçant le mot "des" précédant "questions juridiques importantes" par les mots "toutes les";

c) Paragraphe 3.55. Remplacer le nouveau membre de phrase proposé à l'avant-dernière phrase "le statut du courrier diplomatique et la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique" par le membre de phrase "et sur toute question inscrite au programme actuel de la Commission que celle-ci pourrait renvoyer à l'Assemblée générale au cours de la période en question";

d) Paragraphe 3.91 i). A la cinquième ligne, la phrase devrait s'achever par les mots "espace extra-atmosphérique", et une nouvelle phrase devrait commencer par les mots "l'examen". Le texte suivant devrait être ajouté à la fin du paragraphe :

"L'élaboration d'un projet de principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace; les questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace ainsi qu'aux caractéristiques et à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment les moyens de l'utiliser de façon rationnelle et équitable, sans préjudice du rôle de l'Union internationale des télécommunications; l'examen des aspects juridiques liés à l'application du principe selon lequel l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent être menées au profit et dans l'intérêt de tous les Etats, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement;"

e) Paragraphe 3.110. Remplacer le nouvel alinéa ii) proposé par le texte suivant : "Des problèmes, qui méritent une attention et auxquels il convient de remédier se sont posés dans les pays en développement en ce qui concerne les achats internationaux de biens et de services ainsi que la négociation et l'exécution des contrats portant sur le commerce de compensation."

### Chapitre 6. Droits de l'homme

116. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 6 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Sous-programme 3. Modifier le titre du sous-programme de façon à lire : "Services consultatifs, coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et publications";

b) Paragraphe 6.29. Le texte à ajouter après "de l'homme;", à la sixième ligne, est le suivant : "fournir l'assistance nécessaire aux Etats Membres en matière de création ou de renforcement d'institutions nationales vouées à la promotion et à la protection des droits de l'homme; organiser des cours de formation à l'intention des fonctionnaires chargés d'établir les rapports que les pays doivent soumettre en application des conventions des Nations Unies relatives aux droits de l'homme, et, en particulier, à celle des fonctionnaires des pays et régions qui rencontrent les difficultés les plus sérieuses en la matière;"

c) Paragraphe 6.40. Les mots ", y compris le droit au développement" devraient être insérés à la suite du membre de phrase "dans une approche intégrée du développement".

## Chapitre 7. Contrôle international des drogues

117. Le Comité a recommandé que le programme 1 (Division des stupéfiants) du chapitre 7 du plan à moyen terme 7/ soit conservé dans sa version initiale, avec les modifications suivantes :

### SOUS-PROGRAMME 1. APPLICATION DES TRAITES ET SECRETARIAT DE LA COMMISSION

a) Paragraphe 7.14. Remplacer le texte de ce paragraphe par le suivant :

"Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 54 (I), 36/168, 37/198, 38/93, 38/98, 39/141, 40/120, 40/121, 41/126, 41/127, 42/111, 42/112 et 42/113 de l'Assemblée générale, les résolutions 9 (I) et 1987/27 du Conseil économique et social, la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le Protocole de 1972, la Convention de 1971 sur les substances psychotropes et les résolutions 1 (XXIX), 1 (S-VII), 6 (XXX), 1 (XXXI) et 1 (S-IX) de la Commission des stupéfiants.";

b) Paragraphe 7.17. Ajouter les mots ", et à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social" à la fin du paragraphe;

c) Paragraphe 7.18. Remplacer le texte de ce paragraphe par le suivant :

"En outre, la Division mènera aussi des activités ponctuelles exécutées à la demande expresse de la Commission, du Conseil, de l'Assemblée générale ou des gouvernements. Au cours de la période du plan à moyen terme, on supervisera, dans le cadre de ce sous-programme, les procédures juridiques relatives aux modifications à apporter éventuellement aux traités existants ainsi qu'à la préparation d'un nouveau projet de convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes et on fournira les services nécessaires à une conférence de plénipotentiaires qui serait organisée pour adopter la nouvelle convention. On prévoit que les activités de suivi du secrétariat augmenteront du fait de l'accroissement du volume des activités de la Commission, notamment dans le cadre de l'application des recommandations de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues.";

### SOUS-PROGRAMME 3 : REDUCTION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

d) Paragraphe 7.25. Remplacer ce paragraphe par le suivant :

"Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 32/124, 32/126, 33/168, 34/177, 35/195, 36/168, 37/198, 38/93, 39/141, 39/142, 39/143, 40/120, 41/127, 42/112 et 42/113 de l'Assemblée générale, les

résolutions 1984/22, 1985/11, 1985/12, 1985/13, 1985/14, 1985/15, 1985/16, 1987/27, 1987/28, 1987/29 et 1987/34 du Conseil économique et social, la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, modifiée par le Protocole de 1972 (en particulier l'article 38), la Convention de 1971 sur les substances psychotropes (en particulier l'article 20), les résolutions 1 (XXIX), 1 (XXX), 4 (XXX), 5 (XXX), 6 (XXX), 1 (S-VIII), 2 (S-VIII), 3 (S-VIII), 1 (XXXI), 1 (S-IX), 1 (XXXII), 3 (XXXII), 6 (XXXII), 2 (S-X) et 3 (S-X) de la Commission des stupéfiants, ainsi que diverses décisions relatives à des mesures visant à évaluer et réduire l'abus des stupéfiants et ses conséquences négatives.";

e) Paragraphe 7.27. Dans la deuxième phrase, entre le mot "réduire" et les mots "la culture illicite des stupéfiants," insérer les mots "par tous les moyens, et notamment des programmes de substitution des récoltes";

f) Paragraphe 7.28. Remplacer le texte de ce paragraphe par le suivant :

"Les problèmes que pose l'abus des drogues continueront probablement de prendre de l'ampleur dans le monde entier, s'étendant à tous les groupes d'âge et à toutes les couches sociales. Ces problèmes sont en outre d'une complexité croissante. Il est donc difficile aux gouvernements d'évaluer les caractéristiques de l'abus des drogues dans leurs pays respectifs et de formuler des politiques nationales et des programmes appropriés pour réduire l'offre et la demande illicites de drogues. L'abus des drogues est associé à certaines maladies telles que le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA), ou l'hépatite, à la criminalité et à toutes sortes de problèmes d'ordre social, économique, juridique et politique. En conséquence, l'approche multidisciplinaire à l'échelle du système, indispensable à un contrôle international des drogues, suppose une planification structurelle appropriée, une coordination globale et des activités concertées et continues.";

g) Paragraphe 7.29. Remplacer le texte de ce paragraphe par le suivant :

"Pendant toute la période considérée, et compte tenu en particulier des mesures pertinentes recommandées dans la Stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/168 et recommandées par la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues dans son Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues, ce sous-programme prévoit les activités suivantes :

a) Continuer de surveiller l'offre, le trafic et la demande illicites de drogues et suivre l'évolution de la situation mondiale conformément aux traités relatifs au contrôle des drogues;

b) Aider les Etats Membres, sur leur demande, à mettre au point ou renforcer des systèmes pour évaluer l'ampleur, les tendances, les caractéristiques et autres aspects pertinents de l'abus des drogues et les problèmes apparentés afin de faciliter la planification des programmes de prévention et de lutte;

c) Aider les Etats Membres à renforcer la collaboration effective, au niveau national, entre les services de contrôle des drogues et la force publique, soit non seulement la police et les autorités douanières, mais aussi les personnes chargées du contrôle du mouvement des drogues licites;

d) En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et d'autres organisations internationales compétentes, la Division aidera les Etats Membres, sur leur demande, à élaborer des programmes efficaces de prévention et de réduction de l'offre et de la demande illicites de drogues mettant l'accent sur des programmes concertés axés sur la collectivité et sur la participation accrue des organisations non gouvernementales aux programmes concernant la prévention de l'abus des drogues, le traitement, la rééducation, la réinsertion sociale et les soins de postcure dispensés aux toxicomanes;

e) Promouvoir et poursuivre une action efficace et coordonnée d'application des lois internationales contre l'abus des drogues, notamment en améliorant l'échange d'informations générales et opérationnelles entre gouvernements et en facilitant les contacts régionaux et interrégionaux;

f) Aider les gouvernements à définir des méthodes pragmatiques et rentables pour réduire l'offre et la demande illicites de stupéfiants et encourager la coopération internationale nécessaire;

g) Continuer à organiser des cours et séminaires de formation, notamment aux niveaux régional et sous-régional, et, selon que de besoin, en collaboration avec l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC ou INTERPOL), le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et d'autres organismes des Nations Unies spécialisés dans la lutte contre l'abus des drogues, en vue d'augmenter l'efficacité des services de lutte contre l'abus des drogues et de la force publique, notamment de la police, des autorités douanières et des personnes chargées du contrôle du mouvement des drogues licites ainsi que la coopération entre eux; il serait fait, dans ces cours et séminaires, l'usage le plus efficace des sources d'information disponibles.";

h) Ajouter un nouveau sous-paragraphe 7.29 h) libellé comme suit :

"Avec l'appui de la Division des stupéfiants, en collaboration avec les organismes de coopération pour le développement et d'autres organismes possédant une expérience pertinente, ainsi qu'en consultation avec les gouvernements intéressés et avec leur accord, des efforts devraient être faits pour recenser et surveiller les cultures en tant qu'élément régulier de cette collaboration.";

#### SOUS-PROGRAMME 4. PLANIFICATION ET COORDINATION DES PROGRAMMES ET SERVICES D'INFORMATION

i) Paragraphe 7.30. Remplacer le texte de ce paragraphe par le suivant :

"Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 32/124, 32/126, 33/168, 34/177, 36/168, 37/198, 38/93, 38/98, 38/122, 39/141, 39/142, 39/143, 40/120, 40/121, 40/122, 41/126, 41/127, 42/112 et 42/113 de l'Assemblée générale, et les résolutions 1 (XXIX), 4 (XXIX), 6 (XXX) et 3 (S-VIII) de la Commission des stupéfiants.";

j) Paragraphe 7.31. A la fin du paragraphe, après les mots "matériel éducatif et scientifique", ajouter le membre de phrase "ainsi que de publications spécialisées".

118. Le Comité a recommandé l'approbation des révisions proposées au chapitre 9 du plan à moyen terme sous réserve des modifications suivantes :

a) Le paragraphe 9.2 devrait se lire comme suit :

"Les activités d'information seront conçues dans l'optique de deux démarches complémentaires - activités de promotion et diffusion des informations. On veillera donc, d'une part, à ce que la planification et l'élaboration des stratégies, ainsi que la production des matériaux d'information mettent l'accent sur les principaux thèmes et domaines prioritaires définis par l'Assemblée générale, en mettant en oeuvre des campagnes de promotion multimédia, et d'autre part à ce que les médias rendent bien compte des activités en cours de l'Organisation de manière à éveiller l'intérêt du public.";

b) Le paragraphe 9.9 devrait se lire comme suit :

"Pour élargir son audience le Département s'efforcera, selon que de besoin, d'obtenir un appui financier extérieur pour compléter ses propres ressources. A cette fin, le Département devrait mettre au point un modèle d'accord qui garantirait que le contenu et l'objet des matériels et projets à financer seraient conformes aux objectifs des Nations Unies. Il s'efforcera également, chaque fois que cela sera souhaitable et possible, de faire en sorte que les activités s'autofinancent.";

c) Paragraphe 9.13. Il faudrait remplacer le texte révisé proposé par le texte suivant :

"9.13 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants :

- i) Objectifs des organes intergouvernementaux : favoriser dans toute la mesure du possible, chez tous les peuples du monde, une compréhension, fondée sur des informations suffisantes, de l'oeuvre et des buts de l'Organisation des Nations Unies;
- ii) Objectifs du Secrétariat : favoriser, par une approche multimédia convergente et cohérente, une meilleure diffusion des informations par les médias et une meilleure connaissance, dans le public, des activités de l'Organisation des Nations Unies, notamment en ce qui concerne les principaux thèmes suivants, retenus par l'Assemblée générale :
  - a. La paix, la sécurité et le désarmement (notamment les opérations de maintien et de recherche de la paix);
  - b. La lutte contre l'apartheid, la question de Namibie, et la question de Palestine;
  - c. L'autodétermination (décolonisation);
  - d. Les droits de l'homme (notamment les questions de discrimination raciale);

- e. Le développement (notamment les questions économiques et sociales, l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la dette extérieure, le redressement de l'Afrique, le développement des médias et l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, les femmes et les jeunes);

et faire mieux connaître l'oeuvre et les objectifs des Nations Unies de par le monde; améliorer l'accès de l'Organisation aux médias et l'utilisation par ceux-ci des matériaux produits par l'ONU.";

d) Alinéa b) du paragraphe 9.19. Il faudrait remplacer le texte révisé proposé par le texte suivant :

"La rédaction, en anglais et en français, de communiqués de presse qui fassent une large place aux événements intéressant les thèmes prioritaires retenus par l'Assemblée générale, sous une forme se prêtant à une diffusion immédiate par les agences de presse;"

#### Chapitre 10. Questions et politiques relatives au développement

119. Le Comité a recommandé l'approbation des révisions proposées au chapitre 10 du plan à moyen terme avec les modifications ci-après :

a) Paragraphe 10.12A. Il faudrait ajouter le nouveau paragraphe ci-après [sauf indication contraire, les modifications se rapportent au texte original du plan à moyen terme (A/37/6 et Corr.1)] : "Ces dernières années, les problèmes persistants de la dette auxquels se heurtent les pays en développement et d'autres pays qui éprouvent de graves difficultés à assurer le service de la dette sont devenus un obstacle de taille qui entrave leur redressement économique et leur développement à long terme et peut menacer la stabilité économique, sociale et politique des pays endettés.";

b) Il faudrait ajouter au programme 1 (Questions et politiques relatives au développement mondial) un nouveau sous-programme 1A rédigé comme suit :

#### "SOUS-PROGRAMME 1A. EFFETS DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LE DEVELOPPEMENT

##### a) Textes portant autorisation des travaux

10.19A Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 42/198, 42/163 et 41/202 de l'Assemblée générale.

##### b) Objectifs

10.19B Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants :

i) Objectifs des organes intergouvernementaux : intensifier les travaux consacrés à l'élaboration d'une stratégie évolutive et axée sur la croissance et le développement pour surmonter la crise de l'endettement extérieur, par un dialogue constant et un partage des responsabilités entre les principales parties concernées.



ii) Objectifs généraux du Secrétariat : assister le Secrétaire général dans ses consultations avec les organes et personnalités éminentes intéressés en vue de l'établissement d'un rapport complet sur la situation de la dette internationale, où seraient examinés les moyens de faire progresser la recherche d'une solution durable, équitable et convenue d'un commun accord des problèmes de la dette des pays en développement et d'un certain nombre d'autres pays aux prises avec de sérieux problèmes en matière de service de la dette, compte tenu des dispositions pertinentes des résolutions 42/163 et 42/198 de l'Assemblée générale.

c) Problème traité

10.19C Ces dernières années, la persistance des problèmes d'endettement des pays en développement et de quelques autres pays dont le service de la dette est lourd est devenue un obstacle majeur qui entrave leur reprise économique et leur développement à long terme et risque de menacer la stabilité économique, sociale et politique des pays endettés.

d) Stratégie pour la période 1984-1991

10.19D Les organisations régionales et sous-régionales procéderont à des échanges d'informations sur les situations d'endettement international et sur leurs incidences pour les pays en développement et quelques autres pays dont le service de la dette est lourd, et coopéreront dans ce domaine.;"

c) Paragraphe 10.17. Il faudrait ajouter à la fin du paragraphe le texte suivant : "Des renseignements appropriés seront fournis pour la préparation et l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.";

d) Paragraphe 10.19. Il faudrait ajouter à la fin du paragraphe le texte suivant : "Elles seront également utiles pour la préparation et l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;"

e) Paragraphe 10.20. Il faudrait ajouter la résolution 1987/81 du Conseil économique et social aux textes portant autorisation des travaux 8/;

f) Paragraphe 10.22. Il faudrait ajouter à la fin du paragraphe le texte suivant : "Une approche intégrée et multidisciplinaire de tous les aspects de la mise en valeur des ressources humaines doit être prévue dans le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies et des autres organismes des Nations Unies.";

g) Paragraphe 10.25. Il faudrait ajouter le texte suivant à la fin de la première phrase : "y compris ceux intéressant le rôle des ressources humaines dans le développement.";

h) Paragraphe 10.40. Il faudrait, en plus des résolutions de l'Assemblée mentionnées dans les révisions proposées, ajouter les résolutions 41/180, 41/182, 42/163, 42/196, 42/201, 42/204 et la décision 42/429 de l'Assemblée générale aux textes portant autorisation des travaux;

i) Alinéa ii) du paragraphe 10.41. Il faudrait ajouter à la fin de l'alinéa le texte suivant :

"et établir, sur demande, des rapports sur le problème du transfert net de ressources à partir des pays en développement.";

j) Paragraphe 10.42. Il faudrait ajouter à la fin du paragraphe le texte suivant : "Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les chefs d'entreprise nationaux dont l'aptitude à développer et à moderniser les capacités de production doit être renforcée et améliorée.

"Le transfert net des ressources a un effet négatif sur les efforts de développement des pays en développement.";

k) Paragraphe 10.43. Il faudrait supprimer le texte proposé dans le document A/43/6 et ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe figurant dans le document A/37/6 : "notamment les problèmes découlant du transfert net de ressources des pays en développement, tel qu'il est traité dans la résolution 41/180, les paragraphes 5 et 6 de la résolution 42/163, et la décision 42/429 de l'Assemblée générale. Il est indispensable aussi d'identifier les ressources susceptibles d'être mobilisées pour le développement de l'Afrique et de faire en sorte que le système des Nations Unies accorde son soutien et une participation sans réserve au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, et en suive l'application.";

l) Paragraphe 10.45. Il faudrait, à la fin de la première phrase du paragraphe proposé dans le document A/43/6, ajouter le texte suivant : "conformément aux lois, priorités et réglementations nationales et en tenant compte des travaux actuellement en cours au sein du système des Nations Unies", et remplacer la dernière phrase par le texte suivant : "Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies entreprendra les activités de fond qui seront nécessaires pour appuyer efficacement le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.";

m) Paragraphe 10.53. Il faudrait ajouter les résolutions 42/165, 42/193, 42/195, 42/198 et la décision 42/440 de l'Assemblée générale, ainsi que la résolution 1986/75 du Conseil économique et social aux textes portant autorisation des travaux;

n) Paragraphe 10.55. Il faudrait ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe : "A ce propos, il est impératif de promouvoir un dialogue permanent au sein des Nations Unies et de le renforcer, afin de mettre au point des approches et des mesures d'ordre pratique visant à améliorer la coopération économique internationale. Il est admis que la persistance du problème de la dette des pays en développement est devenue un obstacle majeur qui entrave leur reprise économique et leur développement à long terme.";

o) Paragraphe 10.56. Il faudrait ajouter entre la troisième et la quatrième phrase le texte suivant : "On procédera à une analyse des répercussions que les fortes fluctuations récemment intervenues dans les marchés financiers et les marchés des valeurs internationaux ont eues sur la croissance et le développement, notamment dans les pays en développement.";

p) Paragraphe 10.56. Il faudrait ajouter à la fin du paragraphe le texte suivant : "Tout en suivant le développement de la coopération économique internationale, le Secrétariat continuera à renforcer l'aptitude de l'Organisation des Nations Unies à centrer son action sur les secteurs névralgiques actuels et

potentiels de l'économie mondiale, afin d'aider les gouvernements à prendre des mesures concertées et notamment à résoudre les problèmes de développement des pays en développement.";

q) Paragraphe 10.59. Il faudrait ajouter la résolution 42/163 de l'Assemblée générale aux textes portant autorisation des travaux;

r) Paragraphe 10.63. Il faudrait ajouter les résolutions 42/179 et 42/180 de l'Assemblée générale aux textes portant autorisation des travaux;

s) Alinéa ii) du paragraphe 10.94. Après le mot "Secrétariat", il faudrait ajouter ce qui suit : "veiller à ce que les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) fournissent aux groupements économiques africains qui le demandent un appui technique, notamment en établissant des études, afin de faciliter leur intégration future dans une communauté économique africaine.";

t) Alinéa iii) du paragraphe 10.94. A la fin du paragraphe, il faudrait remplacer les mots "des MULPOC" par les mots "prévus dans le Plan d'action de Lagos et le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.";

u) Alinéa ii) du paragraphe 10.144B. Il faudrait ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe proposé dans le document A/43/6 : "et pour l'élimination des obstacles extérieurs à un développement économique soutenu de la région.";

v) Paragraphe 10.144F. Il faudrait remplacer le paragraphe 10.144F proposé par le texte suivant : "Un appui sera accordé aux gouvernements qui le demandent pour les aider à examiner le rôle que la région joue dans l'économie mondiale et la nouvelle interaction entre celle-ci et l'économie des pays de la région, afin qu'ils puissent planifier et coordonner leurs politiques en tenant compte de ce nouveau cadre extérieur. A ce propos, les travaux de recherche se poursuivront à l'échelon régional sur les formes et les perspectives de l'organisation sociale et de la coopération entre les secteurs sociaux dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les études se poursuivront sur d'autres éléments essentiels de la planification du développement régional, en particulier les formes de la décentralisation politique et administrative et les incidences d'ordre géographique des nouvelles techniques de production de biens et services."

w) Alinéa i) du paragraphe 10.149. Dans le texte proposé (A/43/6), il faudrait ajouter ce qui suit après les mots "pays membres de la CESA" : "en vue de trouver des solutions pratiques au problème du développement socio-économique et";

x) Paragraphe 10.150. Il faudrait remplacer le paragraphe proposé dans le document A/43/6 par le texte suivant : "La situation économique de la région a évolué sous l'effet de la crise économique internationale en cours et de facteurs tels que la forte chute du cours du pétrole et des recettes pétrolières en chiffres réels, en raison des fluctuations monétaires et de la baisse du dollar des Etats-Unis, l'aggravation des problèmes liés à la dette extérieure, le retour des émigrants, etc. En conséquence, les gouvernements devront revoir leurs plans et politiques économiques nationaux et opérer des ajustements structurels destinés à soutenir et à promouvoir le développement économique et social dans le cadre de ces changements, conformément à leurs plans et priorités respectifs en matière de développement.";

y) Paragraphe 10.151A. Il faudrait remplacer le paragraphe proposé dans le document A/43/6 par ce qui suit : "Il sera procédé à l'examen et à l'analyse des plans, programmes et politiques de développement des pays membres qui le demandent, en vue de proposer des politiques et programmes de substitution, compte tenu de la situation politique et socio-économique de ces pays, et de promouvoir la coopération et l'intégration sociales et économiques au niveau régional en consultation avec les pays intéressés."

## Chapitre 11. Energie

120. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 11 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Paragraphe 11.107. La phrase qu'il est proposé d'ajouter à la fin de ce paragraphe devrait être libellée comme suit : "En outre, la baisse considérable des prix du pétrole en termes réels par suite des fluctuations des taux de change, en particulier la baisse du dollar des Etats-Unis, a des effets importants sur le développement économique et social d'ensemble de la région, et ces effets devront donc être analysés.";

b) Paragraphe 11.108. Dans la dernière phrase du texte qu'il est proposé d'ajouter, supprimer les mots "notamment l'évolution des marchés pétroliers et ses effets sur les politiques énergétiques".

## Chapitre 12. Environnement

121. Le Comité a recommandé d'approuver les amendements proposés pour le chapitre 12 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Un nouveau paragraphe 12.4 devrait être inséré et les anciens paragraphes 12.4 à 12.8 devraient être renumérotés en conséquence. Le nouveau texte est libellé comme suit :

12.4 A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 42/186 relative à l'Etude des perspectives en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà, permettant ainsi d'utiliser l'Etude comme cadre général d'orientation de l'action nationale et de la coopération internationale en vue de politiques et programmes propres à assurer un développement durable et écologiquement rationnel. Dans sa résolution 42/187, l'Assemblée s'est félicitée du rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (A/42/427, annexe) et a salué le rôle important que la Commission a joué pour sensibiliser les décideurs et le grand public à la nécessité impérieuse d'assurer la transition vers un développement durable. Elle a invité tous les gouvernements et les organes directeurs des institutions, programmes et organismes des Nations Unies à tenir compte de l'analyse et des recommandations figurant dans le rapport de la Commission pour définir leurs politiques et programmes;

b) Paragraphe 12.9. Ajouter la résolution 42/184 de l'Assemblée générale aux textes portant autorisation des travaux;

c) Paragraphe 12.20 e). Remplacer le paragraphe original 12.20 e) du document A/37/6 par le texte suivant :

12.20 e) Eau : Création de programmes multidisciplinaires de gestion écologiquement rationnelle des ressources en eau des réseaux hydrographiques notamment, publication, en coopération avec les gouvernements intéressés, de

rapports concernant les répercussions sur l'environnement des projets de mise en valeur des ressources en eau sur la base des résultats de projets de démonstration pilotes exécutés dans certains bassins fluviaux nationaux et internationaux; fourniture d'une aide au titre de la coopération technique aux pays en développement aux fins de l'élaboration de programmes intégrés de mise en valeur et de gestion des ressources en eau; promotion de la mise en place de structures et élaboration de plans d'action concernant la gestion des ressources en eau; formation de personnel aux méthodes de gestion écologiquement rationnelle de ces ressources. Dans la région de la CESAO, la pénurie d'eau potable est particulièrement critique, compte tenu de la rareté et de l'épuisement des ressources en eau existantes et du fait que de nombreux pays de la région doivent recourir au dessalement de l'eau de mer; la priorité est accordée à l'Afrique, car il faut d'urgence assurer la gestion rationnelle des eaux de cette région. Des activités seront entreprises pour donner suite aux recommandations de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, en coopération avec les organismes des Nations Unies compétents (Département de la coopération technique pour le développement (ONU), Commission économique pour l'Afrique (CEA), FAO, OMS, OMM), notamment : exécution du Plan d'action pour l'aménagement du bassin du Zambèze; utilisation des méthodes définies dans ce plan aux fins de la gestion rationnelle d'autres lacs et bassins; et amélioration de la qualité de l'eau potable dans les pays d'Asie occidentale;

d) Paragraphe 12.21. Ajouter les résolutions 42/186 et 42/187 de l'Assemblée générale aux textes portant autorisation des travaux;

e) Paragraphe 12.23. Supprimer la dernière phrase, qui est libellée comme suit : "D'autre part, les politiques économiques nationales n'accordant pas à la protection de l'environnement l'importance qui lui revient, aucune mesure appropriée n'est adoptée";

f) Paragraphe 12.24. Dans la première phrase du nouveau texte proposé pour le paragraphe 12.24 b), supprimer les mots "qui tient pleinement compte des recommandations de la Conférence de l'industrie mondiale sur la gestion de l'environnement, tenue à Versailles (France), en novembre 1984,";

g) Sous-programme 9. Le titre de ce sous-programme ne devrait pas être modifié;

h) Paragraphe 12.41. Ajouter les résolutions 42/182, 42/183 et 42/186 de l'Assemblée générale aux textes portant autorisation des travaux;

i) Paragraphe 12.43. La quatrième phrase du texte révisé devrait être modifiée comme suit : "Des travaux supplémentaires pourraient être effectués, si le Conseil d'administration le juge nécessaire, dans bon nombre de domaines,". La dernière phrase de ce texte devrait être modifiée comme suit : "Il faudrait encourager les efforts visant à promouvoir l'application effective des accords internationaux relatifs à l'environnement tels que le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, récemment adopté";

j) Paragraphe 12.44. Supprimer en entier le texte proposé dans la révision.

### Chapitre 13. Alimentation et agriculture

122. Le Comité a recommandé que soient approuvées les révisions proposées pour le chapitre 13 au plan à moyen terme, avec les modifications suivantes :

a) Paragraphe 13.12. Ajouter la résolution 41/191 de l'Assemblée générale et la résolution 1987/90 du Conseil économique et social aux textes portant autorisation des travaux;

b) Paragraphe 13.14. Ajouter à la fin du paragraphe le texte suivant :

"Le développement de la production agricole exige un climat international favorable et il est subordonné à la convergence des politiques financière, économique et sociale appliquées par chaque pays dans le cadre des stratégies alimentaires nationales.";

c) Paragraphe 13.15. Ajouter les sous-paragraphes suivants :

"h) Evaluation de l'incidence des politiques d'ajustement économique des pays en développement sur les niveaux nutritionnels des groupes à faible revenu et proposer, le cas échéant, des mesures correctives dans ce domaine, et notamment des moyens d'encourager la fourniture des ressources en vue d'atténuer les souffrances de ces groupes;

i) Echanges agricoles : évaluer l'incidence de la situation actuelle sous tous ses aspects et suivre de près la marche et l'issue des négociations multilatérales sur les questions relatives aux échanges de produits agricoles;

j) Promotion de stratégies alimentaires régionales et sous-régionales : aider à l'accélérer en incitant toutes les parties intéressées à prendre de vigoureuses mesures de suivi, en vue d'appliquer les recommandations adoptées à l'issue des consultations régionales et interrégionales organisées par le Conseil mondial de l'alimentation en 1986;

k) Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 : stimuler l'application de ses éléments qui ont trait aux politiques et programmes alimentaires et y contribuer activement, plus particulièrement pour accroître la production vivrière et atténuer la faim, et aider les gouvernements africains à atteindre les objectifs prioritaires arrêtés d'un commun accord pour le secteur alimentaire en leur fournissant une assistance concrète et accélérée à l'appui de leurs stratégies et politiques alimentaires.";

d) Paragraphe 13.56. Dans le texte qu'il a été proposé d'ajouter, lire "intrarégional" au lieu de "interrégional";

e) Paragraphe 13.87A. Lire le début du paragraphe comme suit : "Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 154 (XXXI), 161 (XXXII) et 172 (XXXIII) adoptées par la Commission à ses trente et unième, trente-deuxième et trente-troisième sessions, respectivement...;

f) Alinéa i) du paragraphe 13.87B. A la fin du paragraphe, ajouter : "afin de promouvoir l'autonomie et de favoriser l'intégration de la femme dans le développement rural".

#### Chapitre 14. Etablissements humains

123. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 14 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) La mention des résolutions S-13/2 et 42/191 de l'Assemblée générale devrait être ajoutée aux textes portant autorisation des travaux, paragraphes 14.11, 14.16, 14.23, 14.27, 14.34, 14.40, 14.46, 14.50, 14.58, 14.62, 14.69, 14.73, 14.77, 14.81, 14.87, 14.91, 14.123, 14.127 et 14.131;

b) Paragraphe 14.39. La première phrase devrait se lire comme suit : "Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, des directives seront élaborées afin de sensibiliser les autorités nationales à la nécessité de persuader les collectivités locales d'accorder la plus grande priorité à la réalisation d'infrastructures pour les établissements humains et d'en assurer la bonne gestion.";

c) Paragraphe 14.107. Supprimer le texte qu'il était proposé d'ajouter à la fin de la première phrase et le remplacer par la phrase suivante : "La réponse insuffisante que donnent les commissions régionales aux questions ayant trait à la femme et à la famille est très préoccupante.". La dernière phrase du texte à ajouter à la fin du paragraphe devrait se lire comme suit : "En outre, la nécessité de conserver l'énergie exige que, dans la préparation des plans, on emploie des modèles d'architecture et des matériaux de construction permettant d'économiser l'énergie.";

d) Paragraphe 14.108. Dans la dernière phrase, le mot "proposera" devrait être suivi par le mot "éventuellement";

e) Dernier paragraphe de la page 64. La première phrase devrait se lire comme suit : "Il est proposé de supprimer les sous-programmes 3 et 4, après leur achèvement, puisque les...".

124. Le Comité a également recommandé que toutes les commissions régionales tiennent pleinement compte des intérêts des femmes dans leurs programmes relatifs aux établissements humains et que les commissions pertinentes accordent l'attention voulue à la situation particulière des femmes qui vivent en Palestine, dans les territoires arabes occupés, en Namibie et sous le régime d'apartheid.

#### Chapitre 15. Développement industriel

125. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 15 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Paragraphe 15.142. Supprimer la dernière phrase du nouveau texte proposé;

b) Paragraphe 15.144A. Dans la première phrase, après le terme "l'informatique", ajouter les mots "la technologie des nouveaux matériaux,"; dans la dernière phrase, remplacer les mots "convenant plus particulièrement" par "notamment celles convenant";

c) Paragraphe 15.144B. A la quatrième ligne, remplacer les mots "les mesures correctives" par les mots "de nouvelles mesures pratiques".

126. Le Comité a également recommandé que les commissions régionales s'efforcent au maximum, lorsqu'elles élaborent leurs programmes, de permettre aux femmes de jouer pleinement leur rôle dans le domaine du développement industriel, et que les commissions pertinentes accordent l'attention voulue à la situation particulière des femmes qui vivent en Palestine, dans les territoires arabes occupés, en Namibie et sous le régime d'apartheid.

## Chapitre 16. Commerce international et financement du développement

127. Le Comité a recommandé que soient approuvées les révisions proposées pour les programmes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du chapitre 16 dans le document A/43/6/Corr.1, avec les modifications suivantes :

a) Paragraphe 16.27. Insérer après le mot "sous-programme 1" dans la dernière phrase du paragraphe, le membre de phrase suivant : "compte tenu des paragraphes 77 et 78 de l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement";

b) Paragraphe 16.37. Supprimer "le Groupe permanent des produits synthétiques et de remplacement, et" et insérer après "le Comité du tungstène" le membre de phrase suivant "et le Groupe de travail sur le traitement, la commercialisation, la distribution et le transport";

c) Alinéa i) du paragraphe 16.40. Dans la révision proposée (où il faut lire "defining" au lieu de "deferring" dans le texte anglais), ajouter à la fin du texte le membre de phrase suivant : "et suivre de près les faits nouveaux et les questions qui, dans le cadre des négociations d'Uruguay, intéressent particulièrement les pays en développement".

128. Le Comité a aussi recommandé d'autres modifications qui ne figuraient pas parmi les révisions proposées aux programmes 3, 4 et 5 du plan à moyen terme (voir A/37/6 et Corr.1) :

a) Alinéa i) du paragraphe 16.50. A la deuxième ligne, insérer le membre de phrase "y compris les échanges de produits alimentaires" après l'expression "entre pays en développement" et, à la dernière ligne, le membre de phrase "et d'autres mesures commerciales directes telles que les échanges compensés" après les mots "d'achat de facteurs de production";

b) Alinéa i) du paragraphe 16.54. Ajouter à la fin du paragraphe : "et renforcer la coopération entre entreprises, tant publiques que privées, des pays en développement";

c) Alinéa ii) du paragraphe 16.54. A la deuxième ligne, remplacer le membre de phrase "les secteurs et les produits pour lesquels il conviendrait plus particulièrement de créer des" par "les modalités de création d'"; à la quatrième ligne, après l'expression "pays en développement", insérer le membre de phrase "et de coopération entre entreprises, tant publiques que privées, des pays en développement" et, à la huitième ligne, après "pays en développement", insérer l'expression "et leurs entreprises publiques et privées";

d) Paragraphe 16.55. Dans la dernière phrase, insérer après l'expression "entreprises multinationales de production" les mots "et l'accroissement de la coopération entre entreprises, tant publiques que privées";

e) Paragraphe 16.69. Dans la première phrase, supprimer l'adverbe "rapidement";

f) Alinéa ii) du paragraphe 16.72. Sans objet en français;

g) Paragraphe 16.75. A la troisième ligne, au lieu de "à sa deuxième session ordinaire" lire "à la seconde partie de sa session ordinaire".



129. Le texte suivant modifie les paragraphes 16.82 à 16.86 du plan à moyen terme (A/37/6 et Corr.1), tel qu'il a été révisé (voir A/39/6 et Corr.1 et A/39/38) :

Sous-programme 2 (Pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires) du programme 6 [Pays en développement les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires (CNUCED)]

a) Paragraphe 16.82. Il conviendrait de mentionner aussi les résolutions 41/163 et 42/174 de l'Assemblée générale et les dispositions pertinentes de l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans les textes portant autorisation des travaux;

b) Alinéa i) b) du paragraphe 16.83. Ajouter les mots "et à la pénurie aiguë d'eau potable" après les mots "à leur manque de ressources naturelles";

c) Alinéa ii) du paragraphe 16.84. Après les mots "à la faible superficie de ces pays,", insérer le texte suivant : "à l'éloignement, aux contraintes qui pèsent sur les transports et les communications, aux grandes distances qui les séparent des marchés, à l'exiguïté de leur marché intérieur, au manque de spécialistes de la commercialisation, à la modicité de leurs ressources, à leur manque de ressources naturelles et à la pénurie aiguë d'eau potable, au fait qu'ils ne peuvent compter que sur quelques produits de base pour leurs recettes en devises, au manque de personnel d'administration et à leurs lourdes charges financières";

d) Paragraphe 16.85. Pays en développement insulaires : Ajouter à la fin de ce paragraphe le texte suivant : "en vue de recommander des mesures concrètes qui permettraient de surmonter les principaux problèmes faisant obstacle aux efforts de ces pays en matière de développement";

e) Paragraphe 16.86. Ajouter à la fin de ce paragraphe la phrase suivante : "Les activités relatives aux pays en développement insulaires seront examinées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le PNUD conformément au paragraphe 10 de la résolution 41/163 de l'Assemblée générale du 5 décembre 1986.".

130. Le Comité a en outre recommandé d'approuver les révisions proposées pour les programmes 9, 10 et 12 dans le document A/43/6, en y apportant les modifications suivantes :

La révision proposée pour le programme 9 [Promotion des échanges commerciaux et développement des exportations (CCI)] devrait être supprimée et les sous-programmes suivants (document A/37/6, tel qu'il a été révisé dans le document A/41/6) devraient être retenus :

1. Infrastructure institutionnelle pour la promotion des échanges commerciaux au niveau national;
2. Développement des marchés d'exportation;
3. Services nationaux spécialisés de promotion des échanges commerciaux;
4. Promotion des produits de base;

5. Formation professionnelle pour la promotion des échanges commerciaux;
6. Opérations et techniques d'importation;
7. Programme spécial de coopération technique avec les pays les moins avancés;
8. Coopération technique avec les chambres de commerce nationales.

#### Chapitre 17. Ressources naturelles

131. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 17 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

- a) Paragraphe 17.34. A la quatrième ligne, après les mots "sa douzième session", insérer les mots "des propositions en vue d'";
- b) Paragraphe 17.46. A la cinquième ligne, après les mots "tendant à encourager", insérer les mots ", conformément aux lois et réglementations des Etats Membres,";
- c) Paragraphe 17.47. Remplacer les mots "résolution 1987/10" par "résolutions 1987/10 et 1987/86";
- d) Paragraphe 17.51. Remplacer le texte proposé par le texte suivant : "Il est nécessaire d'améliorer la qualité de l'eau, notamment afin de réduire l'incidence des maladies d'origine hydrique, et il faut également réduire le fardeau que représente pour les femmes, dans certains pays, le transport de l'eau sur de longues distances en posant des canalisations.";
- e) Paragraphe 17.52. La deuxième phrase devrait se lire comme suit : "Les mesures destinées à améliorer la qualité de l'eau, dans tous les domaines, quelle qu'en soit l'origine, et à réduire...".

#### Chapitre 18. Population

132. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 18 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

- a) Paragraphe 18.51. Ajouter la résolution 1987/71 du Conseil économique et social;
- b) Paragraphe 18.57. Ajouter la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale;
- c) Paragraphe 18.120. Ajouter la résolution 274 (XLIV) de la CESAP.

#### Chapitre 19. Administration et finances publiques

133. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 19 du plan à moyen terme en y apportant les modifications suivantes :

- a) Paragraphe 19.23. Supprimer la révision proposée pour l'alinéa ii);
- b) Paragraphe 19.24. Supprimer la dernière phrase du texte qu'il est proposé d'ajouter au paragraphe;

- c) Paragraphe 19.25. Ajouter l'alinéa ci-après au paragraphe :  
 "f) Elaboration d'une approche intégrée et pluridisciplinaire de tous les aspects de la mise en valeur des ressources humaines".

## Chapitre 20. Science et technique

134. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 20 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

- a) L'intitulé du sous-programme 1 du programme 1 devrait être libellé comme suit : "Analyse des politiques et recherche, et financement de la science et de la technique au service du développement";
- b) Alinéa ii) du paragraphe 20.16. A la seizième ligne, ajouter "pour la science et la technique au service du développement" après "Fonds des Nations Unies";
- c) Paragraphe 20.19. A l'avant-dernière ligne, insérer "la résolution 1987/79 du Conseil économique et social" après "et celles du Directeur général,";
- d) Alinéa i) du paragraphe 20.21. Au milieu du paragraphe, après "Programme d'action de Vienne", insérer le texte suivant : ", élaborer des formes concrètes de coopération dans des domaines précis de la science et de la technique, en s'attachant tout particulièrement à renforcer les capacités scientifiques et techniques des pays en développement,";
- e) Paragraphe 20.53. Supprimer le membre de phrase "et les alinéas 3), 19) ii) et 24) du paragraphe 105 de l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement";
- f) Paragraphe 20.59. Supprimer le membre de phrase "et les alinéas 9), 19) ii) et 24) du paragraphe 105 de l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement";
- g) Paragraphe 20.63. Supprimer le membre de phrase "et l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement".

## Chapitre 21. Développement social et affaires humanitaires

135. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 21 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

- a) Pour les sous-programmes 3, 4 et 5, mentionner en fin du paragraphe intitulé "Textes portant autorisation des travaux" le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa vingt-sixième session (A/41/38 et Corr.2);
- b) Alinéa vii) du paragraphe 21.18A. Remplacer le terme "élection" par le terme "représentation";
- c) Paragraphe 21.22. Ajouter la résolution 42/178 de l'Assemblée générale et la résolution 1987/65 du Conseil économique et social;

d) Alinéa a) du paragraphe 21.28. Les objectifs des organes intergouvernementaux et les objectifs généraux du Secrétariat devraient être révisés en fonction des amendements proposés par la Commission de la condition de la femme à sa trente-deuxième session (E/1988/15);

e) Paragraphe 21.64. Remplacer le membre de phrase "stratégies et services destinés à la jeunesse, visant la prévention du crime, la lutte contre l'abus et le trafic de drogues, la justice pénale et les personnes handicapées" par le membre de phrase suivant : "stratégies et services destinés à la jeunesse, visant la prévention du crime, la justice pénale, la lutte contre l'abus et le trafic de drogues, et les personnes handicapées";

f) Paragraphe 21.68C. Modifier comme suit le texte du paragraphe :

"L'aptitude des pays d'Afrique à poursuivre l'objectif qui était d'améliorer continuellement le niveau de vie de leurs populations s'est ressentie de plusieurs problèmes, lesquels ont été aggravés par la crise économique et l'endettement extérieur de ces dernières années. Dans ce contexte, l'incidence sociale de la crise économique de ces dernières années et de certaines des mesures d'ajustement structurel adoptées a été particulièrement grave.";

g) Paragraphe 21.85. Remplacer les termes "Conférence mondiale de Nairobi" par "Stratégies prospectives d'action de Nairobi";

h) Paragraphe 21.102D. Dans la troisième phrase, supprimer les termes "ou les pays plus avancés dans ce domaine" et "ou ayant obtenu de moins bons résultats".

136. Le Comité a en outre approuvé la proposition tendant à ajouter au chapitre 21 du plan à moyen terme, un nouveau sous-programme 5A (Suivi, examen et évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme : égalité, développement et paix) du programme 1 [Questions de développement social à l'échelle mondiale (Centre pour le développement social et les affaires humanitaires)], tout en insistant sur la nécessité de faire en sorte que les activités prévues à ce sous-programme soient menées à bien en étroite liaison, mais sans chevauchement ni doubles emplois, avec les activités prévues dans d'autres sous-programmes concernant la mise en oeuvre et le suivi des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et compte tenu des objectifs de ces stratégies : égalité, développement et paix.

## Chapitre 22. Statistiques

137. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 22 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Paragraphe 22.10. Dans la troisième phrase, insérer ", notamment," après l'expression "en collaboration avec" et ajouter "et les autres organes intéressés" après le mot "EUROSTAT";

b) Paragraphe 22.39. Ajouter la résolution 1987/117 du Conseil économique et social;

c) Paragraphe 22.124A. Supprimer le membre de phrase entre crochets.

## Chapitre 23. Sociétés transnationales

138. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 23 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Paragraphe 23.7. Les résolutions 1986/53 et 1987/57 du Conseil économique et social devraient être ajoutées à la liste des textes portant autorisation des travaux;

b) Paragraphe 23.9A. A la fin du paragraphe qu'il est proposé d'ajouter, il faudrait remplacer le mot "majeur" par le mot "important";

c) Paragraphe 23.10. Le nouveau paragraphe 23.10A proposé dans le document A/43/6 devrait être supprimé. Le paragraphe 23.10 figurant dans le document A/37/6 devrait être remplacé par le texte suivant :

"Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales continuera à fournir une assistance pour les négociations relatives au code de conduite en préparant de la documentation de base, en menant des recherches appropriées et en prenant toutes autres mesures qui pourraient faciliter l'adoption de ce code. Le Centre apportera aussi un appui technique aux organes intergouvernementaux travaillant à la formulation d'autres arrangements et accords relatifs à certains aspects des activités des sociétés transnationales. Le Centre entreprendra des études en vue d'identifier d'autres domaines où la conclusion d'arrangements ou d'accords internationaux pourrait être utile.";

d) Paragraphe 23.15. Ajouter la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale, et les résolutions 1986/1, 1986/53, 1986/54 et 1987/56 du Conseil économique et social à la liste des textes portant autorisation des travaux;

e) Paragraphe 23.17. La révision proposée pour ce paragraphe devrait être supprimée;

f) Paragraphe 23.18. La révision proposée devrait être supprimée. Il conviendrait d'ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe 23.18 figurant dans le document A/37/6 :

"En outre, le Centre entreprendra des recherches et des analyses concernant les domaines ci-après : le rôle et le poids des sociétés transnationales dans le commerce international; le rôle et le poids des sociétés transnationales dans l'activité financière internationale; le rôle des sociétés transnationales dans le secteur des services, y compris les flux transfrontière de données; les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie; les sociétés transnationales et l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique; les incidences des techniques nouvelles sur la transnationalisation; l'évolution de la composition sectorielle et géographique de l'investissement étranger direct des sociétés transnationales; l'évolution des stratégies mondiales adoptées par les sociétés transnationales; l'évolution structurelle des sociétés transnationales; le rôle des nouvelles sociétés transnationales ayant leur siège dans des pays en développement; les aspects environnementaux des activités des sociétés transnationales (en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement qui servira de chef de file).";

g) Paragraphe 23.20. Ajouter la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale à la liste des textes portant autorisation des travaux;

h) Paragraphe 23.22. La révision proposée pour ce paragraphe devrait être supprimée;

i) Paragraphe 23.23. La révision proposée pour ce paragraphe devrait être supprimée;

j) Paragraphe 23.26. La révision proposée devrait être supprimée et le texte suivant inséré après l'avant-dernière phrase du paragraphe 23.26, tel qu'il figure dans le document A/37/5 :

"On s'attachera particulièrement aux activités suivantes, à la demande des gouvernements : a) assistance technique pour la formulation d'une politique, de lois et de règlements adéquats relatifs à l'investissement étranger direct, à l'acquisition de techniques et à d'autres arrangements commerciaux conclus avec les sociétés transnationales, la situation économique et politique des pays hôtes en développement étant dûment prise en considération; b) assistance pour l'identification des prix de transfert ainsi que des aspects négatifs des activités des sociétés transnationales, et pour la formulation de mesures propres à réglementer ces pratiques; c) coopération technique en matière de lois, d'arrangements institutionnels et de négociations contractuelles dans le domaine des ressources naturelles, notamment l'industrie pétrolière, le secteur minier et la pêche; d) coopération technique pour la négociation de grands projets industriels dans le secteur manufacturier (opérations en association, contrats clefs en main, etc.); e) coopération technique pour la gestion de projets dans le secteur des services; f) assistance aux fins de l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique, s'agissant des questions relatives aux sociétés transnationales.";

k) Le titre du sous-programme 2 devrait être modifié de façon à se lire comme suit : "Renforcement de la capacité de négociation des pays en développement dans leurs relations avec les sociétés transnationales".

#### Chapitre 24. Transports, communications et tourisme

139. Le Comité a recommandé d'approuver les révisions proposées pour le chapitre 24 du plan à moyen terme, en y apportant les modifications suivantes :

a) Paragraphe 24.26. Ajouter la décision 348 (XXXIV) du Conseil du commerce et du développement à la liste des textes portant autorisation des travaux;

b) Paragraphe 24.41. Ajouter les résolutions S-13/2 et 42/163 de l'Assemblée générale et la résolution 639 (XXIII) de la Conférence des ministres à la liste des textes portant autorisation des travaux;

c) Paragraphe 24.43. Remplacer la dernière phrase par le texte suivant : "Il importe de mettre l'accent sur le développement du transport multimodal de transit pour les pays sans littoral";

d) Paragraphe 24.48. Ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe : "Il est nécessaire d'incorporer les programmes de la Décennie des transports et des communications en Afrique (1978-1988) à ceux du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. L'attention voulue doit être accordée au renforcement de la coopération

avec les organisations régionales africaines, et tout particulièrement avec celles qui participent à l'exécution des programmes relatifs aux transports et aux communications dans leurs sous-régions respectives";

e) Paragraphe 24.58. Ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe : "ainsi que pour la formation du personnel local, aux techniques de fabrication, d'entretien et de réparation du matériel roulant, des pièces détachées et de l'équipement ferroviaire. Les Etats Membres recevront l'aide nécessaire pour formuler et exécuter des programmes de modernisation des infrastructures des réseaux routiers et ferroviaires internationaux, en mettant tout particulièrement l'accent sur les liaisons internationales et les corridors de transport";

f) Paragraphe 24.60. Ajouter la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale et la résolution 639 (XXIII) de la Conférence des ministres à la liste des textes portant autorisation des travaux;

g) Paragraphe 24.63. Ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe : "afin d'effectuer une étude permettant de déterminer les besoins présents et futurs en appareils de transport aérien modernes en vue du développement optimal des transports aériens en Afrique";

h) Paragraphe 24.64. Ajouter les résolutions 567 (XXI) et 640 (XXIII) de la Commission à la liste des textes portant autorisation des travaux;

i) Paragraphe 24.67. Ajouter le membre de phrase suivant à la fin du paragraphe : "pour promouvoir et renforcer les circuits de tourisme sous-régionaux et les services d'appui";

j) Paragraphe 24.68. Ajouter les résolutions S-13/2 et 42/163 de l'Assemblée générale, le Plan d'action de Lagos et la résolution 639 (XXIII) de la Conférence des ministres à la liste des textes portant autorisation des travaux;

k) Alinéa i) du paragraphe 24.69. Ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe : "promouvoir le développement et l'extension des infrastructures régionales en matière de communications et fournir des services efficaces dans ce domaine, tout particulièrement dans les zones rurales d'Afrique, en faisant appel à toutes les technologies appropriées susceptibles d'être adéquatement intégrées aux réseaux nationaux respectifs.";

l) Alinéa ii) du paragraphe 24.69. Ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe : "aider les Etats Membres à renforcer, aux niveaux national et régional, leurs moyens de gestion des infrastructures existantes en matière de communications; mettre en valeur et gérer les ressources humaines; développer les réseaux ruraux de communications; mettre en place un système régional africain de communications par satellite et assumer progressivement, sur une base coopérative, l'élaboration des politiques en matière de communications et promouvoir l'établissement et le développement de centres nationaux, sous-régionaux et régionaux de recherche-développement ainsi que d'installations manufacturières, lorsque c'est possible; optimiser l'utilité sociale et l'efficacité économique des services de communications.";

m) Paragraphes 22.115, 22.116 et 22.121A du document A/43/6. Renuméroter comme suit ces paragraphes : 24.115, 24.116 et 24.121A;

n) Paragraphe 24.116. Substituer le texte suivant au passage qu'il était proposé d'ajouter à ce paragraphe : "De plus, il faut renforcer la planification et la coordination en matière de transports entre pays de la région de la CESAO, et tout particulièrement entre pays voisins, pour leur permettre de mettre en place de façon équilibrée et coordonnée un réseau régional d'infrastructures de transport.";

o) Paragraphe 24.121A. Substituer le texte suivant au nouveau paragraphe qui était proposé : "Une coordination la plus poussée possible sera instaurée avec le secrétariat de la CESAP pour atteindre les objectifs de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique (1985-1994). Dans le cadre des activités opérationnelles de la Décennie qui doivent être menées à bien dans la région de l'Asie occidentale, des ébauches de descriptifs de projet s'inscrivant dans la stratégie et le plan d'action régional de la Décennie devraient avoir été établies et adoptées par l'organe intergouvernemental compétent avant la fin de 1989. Il est donc nécessaire d'adopter un plan financier adéquat pour l'exécution de certains programmes d'investissement dont la mise en oeuvre commencera en 1990-1991 et de formuler des projets détaillés s'y rapportant.";

p) Paragraphe 24.137. Insérer la phrase suivante au début du paragraphe : "Une coordination la plus poussée possible sera instaurée avec le secrétariat de la CESAO pour atteindre les objectifs de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique."

#### Chapitres 26 à 31. Services communs et services de conférence

##### Services communs

140. Les chapitres 26 à 29 (Services de planification des programmes, du budget et des finances; Gestion des ressources humaines; Services généraux; et Autres services de gestion et d'appui technique) et le chapitre 31 (Coordination des programmes) seront soumis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément au paragraphe b) de la règle 103.5 du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

##### Services de conférence

141. Le chapitre 30 (Services de conférence et bibliothèques) sera soumis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité des conférences et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément au paragraphe c) de la règle 103.5 susmentionnée.



### III. QUESTIONS RELATIVES A LA COORDINATION

#### A. Analyses interorganisations des programmes

##### 1. Conclusions générales et recommandations

142. Le Comité a recommandé que les organes subsidiaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, sous la direction de leurs présidents et bureaux respectifs, tiennent dûment compte, dans la conduite de leurs travaux, des délibérations et décisions et conclusions de l'Assemblée générale et du Conseil, en vue de parvenir à une meilleure coordination.

143. S'agissant des analyses interorganisations des programmes, le Comité a insisté sur la nécessité de faire en sorte que la définition et la présentation des données qui figurent dans ces analyses soient claires, cohérentes et dépourvues d'ambiguïté.

144. Les analyses interorganisations des programmes ne peuvent constituer un instrument efficace de coordination et de contrôle que si elles sont établies de telle manière que le Comité puisse en tirer des conclusions claires et formuler des recommandations précises sur la suite à leur donner. Un suivi efficace de la part du Comité n'est possible que si le Secrétariat présente des conclusions et recommandations précises et concrètes, faute de quoi l'opération d'analyse des programmes en elle-même ne peut être menée à son terme et l'objectif de départ ne peut être atteint. Le Comité a donc demandé au Secrétariat d'établir les futures analyses des programmes de manière telle que le Comité puisse mener à bien la tâche qui lui est confiée.

##### 2. Analyse interorganisations des programmes relatifs aux activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains

145. A sa 4e séance, le 3 mai, le Comité a examiné la note du Secrétariat intitulée "Tableau synoptique des activités relatives à l'application des recommandations du Comité concernant l'analyse interorganisations des programmes relatifs aux activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains" (E/AC.51/1988/8).

##### Conclusions et recommandations

146. Le Comité a été d'avis que le document ne répondait pas pleinement à sa demande d'information, sous forme d'un tableau synoptique, en ce qui concerne l'application des recommandations qu'il a formulées au sujet de l'analyse interorganisations des programmes relatifs aux activités du système des Nations Unies dans le domaine des établissements humains.

147. Comme il l'avait déjà fait à sa vingt-septième session, le Comité a donc demandé qu'un tel tableau synoptique lui soit soumis pour examen à sa vingt-neuvième session.

##### 3. Futures analyses interorganisations des programmes

148. A sa 7e séance, le 4 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général relatif au thème de l'analyse interorganisations des programmes en 1990 (E/AC.51/1988/3).

## Conclusions et recommandations

149. Le Comité est convenu que le développement industriel devait faire l'objet d'une analyse interorganisations des programmes qui serait examinée en 1990 et il a demandé qu'un rapport sur le cadre et la méthodologie générale envisagés pour cette analyse lui soit soumis pour examen en 1989.

150. Le Comité a noté avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) avait été consultée lors de la préparation du rapport du Secrétaire général et qu'elle s'était montrée disposée à coopérer pleinement à l'analyse.

151. Le Comité est également convenu que la mise en valeur des ressources humaines était un thème qui intéressait nombre de gouvernements et qu'il devait faire l'objet d'une analyse interorganisations des programmes à un moment approprié dans un avenir proche.

### 4. Cadre général et méthodologie de l'analyse interorganisations des programmes des organismes des Nations Unies concernant la promotion de la femme

152. A ses 5e et 6e séances, les 3 et 4 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général relatif au cadre général et à la méthodologie de l'analyse interorganisations des programmes des organismes des Nations Unies concernant la promotion de la femme (E/AC.51/1988/2).

## Conclusions et recommandations

153. Le Comité a conclu que le rapport du Secrétaire général fournissait une base utile à l'analyse interorganisations des programmes à laquelle donneront lieu les activités des organismes des Nations Unies concernant la promotion de la femme. Il a été d'avis que l'orientation proposée pour l'analyse, telle qu'elle est exposée au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général, devrait permettre de compléter la méthodologie généralement appliquée pour élaborer des analyses interorganisations des programmes.

154. L'analyse interorganisations des programmes porterait sur les principaux objectifs des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme : égalité, développement et paix 9/ et devrait englober les thèmes prioritaires connexes que sont l'emploi, la santé et l'éducation. A ce propos, le Comité a été d'avis que l'analyse proposée traiterait des questions d'intérêt qui avaient été soulevées au cours de ses débats. Il a rappelé que la partie de l'analyse qui porterait sur les femmes et le développement devrait fournir des données permettant de vérifier et de suivre les progrès faits dans l'harmonisation des objectifs du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne les femmes et le développement pour la période 1990-1995.

155. Le Comité est convenu que les textes portant autorisation de l'analyse devaient comprendre non seulement ceux qui sont cités dans le rapport du Secrétaire général mais aussi tous les textes pertinents en la matière applicables au système des Nations Unies et il a instamment prié toutes les organisations participantes de coopérer pleinement à cet égard. Il a également été d'avis que la recommandation 14 de la réunion interorganisations sur les femmes qui avait eu lieu en mars 1988 serait utile.

156. Le Comité a pris note de la lettre en date du 23 mars 1988 que le Président de la Commission de la condition de la femme a adressée au Président du Comité du programme et de la coordination et des parties pertinentes du rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa trente-deuxième session, sous réserve de la décision que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale seront appelés à prendre.

5. Suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes sur la recherche économique et sociale et l'analyse décisionnelle dans le système des Nations Unies

157. A ses 6e et 7e séances, le 4 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes sur la recherche économique et sociale et l'analyse décisionnelle dans le système des Nations Unies (E/1988/47).

Discussion

158. Quelques délégations ont estimé que la liste des domaines figurant dans le rapport du Secrétaire général (voir E/1988/47, par. 11) qui devraient faire l'objet d'une approche pluridisciplinaire devrait aussi comprendre des questions importantes telles que les restrictions externes au développement des pays en développement, les questions interdépendantes de la monnaie, des finances, du commerce et du développement, la dette extérieure et les conséquences sociales des politiques d'ajustement.

159. Certaines délégations, tout en prenant acte du paragraphe 9 du rapport, ont souligné que les activités du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales devraient être prises en compte dans l'échange systématique d'informations entre les services de recherche et les autres services du Secrétariat de l'ONU.

Conclusions et recommandations

160. Le Comité a fait l'éloge de la structure et de l'approche fondamentales du rapport, qui portait sur les mesures initiales prises en application des recommandations du Comité, en particulier l'approche pluridisciplinaire de la recherche économique et sociale effectuée dans le système des Nations Unies, et a estimé qu'il pourrait servir de modèle pour les futurs rapports complémentaires.

161. En soulignant qu'il importait beaucoup de donner suite aux analyses interorganisations des programmes, le Comité est convenu que le rapport contenait de nombreux renseignements utiles mais que, d'une manière générale, il était vague sur les mesures qui avaient été prises et devait donc être considéré comme un rapport intérimaire. Le Comité a demandé un rapport plus détaillé qui comprenne notamment une évaluation des mesures appliquées et qui tienne compte de tous les faits nouveaux pertinents dans ce domaine, pour examen à sa trentième session. Il a demandé en particulier que le nouveau rapport fournisse plus de renseignements sur les relations entre les services des secrétariats des organismes des Nations Unies qui s'occupent de recherche économique et sociale ainsi que d'analyse décisionnelle.

162. Le Comité :

a) A réaffirmé l'importance que revêt l'amélioration des liens entre les activités de recherche exécutées par les organismes des Nations Unies, de même que la coordination de la planification des travaux des futurs travaux de recherche;

b) A réaffirmé la nécessité d'accroître la qualité des activités de recherche et leur utilité pour les organes intergouvernementaux. A cet égard, il s'est félicité des liens qui avaient été établis entre les activités de recherche apparentées au sein du Secrétariat de l'ONU et a loué les efforts déployés pour renforcer les liens entre les commissions régionales et les départements du Siège de l'ONU;

c) A exprimé sa préoccupation devant le fait qu'un certain nombre de domaines et d'activités importants ne figuraient pas dans la liste, donnée dans le rapport du Secrétaire général (E/1988/47, par. 11), des domaines qui devraient faire l'objet d'une approche pluridisciplinaire. Le Comité a demandé qu'il soit dûment tenu compte des mesures relatives à ces domaines et activités dans le rapport complémentaire qui doit lui être présenté à sa trentième session;

d) A souligné que la Bibliothèque Dag Hammarskjöld devrait être le dépositaire central de tous les travaux de recherche. La Bibliothèque devrait s'efforcer de faciliter l'accès à ses ressources aux gouvernements, délégations et autres organes pertinents. A cet égard, le Comité a invité la Bibliothèque à redoubler d'efforts pour étendre et améliorer son système électronique de stockage et recherche de l'information;

e) Ayant à l'esprit le statut autonome de l'Université des Nations Unies, a demandé au Secrétariat d'examiner les moyens d'harmoniser les cycles de planification des programmes de l'Université avec ceux de l'Organisation des Nations Unies.

#### 6. Analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'environnement

163. A ses 2e, 3e et 4e séances, les 2 et 3 mai, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'environnement (E/AC.51/1988/7).

#### Examen de la question

164. Quelques délégations ont fait observer que si nombre de problèmes d'environnement se manifestaient à l'échelle mondiale, des interventions concrètes s'imposaient aussi aux niveaux régional et national.

165. Certaines délégations ont souligné que pour assurer un développement économique durable, il fallait considérer les problèmes de l'environnement comme un aspect essentiel du développement. A cet égard, elles ont noté que les ressources du Fonds pour l'environnement avaient diminué en valeur réelle ces dernières années et elles ont souligné la nécessité d'assurer au Fonds un financement accru et prévisible.

166. Certaines délégations ont fait observer qu'il fallait donner au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) les moyens de jouer son rôle de principal organisme de financement des activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'environnement. Cela permettrait d'assurer, entre autres, que les fonds destinés à des activités de développement ne soient pas détournés au profit d'activités axées sur l'environnement, détournement qui, à long terme, irait à l'encontre de l'objectif d'un développement durable.

167. Quelques délégations ont souligné la relation étroite qui existait entre développement et environnement, et étaient d'avis que les organismes du système des

Nations Unies devaient continuer de sérier les problèmes d'environnement et d'intégrer ces préoccupations dans leurs activités. Selon elles, les mécanismes interorganisations s'occupant de la coordination entre les organismes du système devraient veiller à inclure systématiquement dans leur ordre du jour les questions d'environnement les concernant. On a souligné la nécessité d'encourager les institutions financières à participer plus activement à la stratégie définie en matière d'environnement.

168. Quelques autres délégations ont dit leur préoccupation au sujet du mode de participation des institutions financières pour ce qui était d'un développement durable et de la stratégie définie en matière d'environnement et elles ont exprimé des doutes quant à l'opportunité de la participation de ces institutions à de telles activités.

169. On a estimé que les mécanismes interorganisations s'occupant de la coordination au sein du système devraient prendre dûment en compte dans leurs délibérations les questions d'environnement les concernant, et que les mesures prises dans le domaine de l'environnement devraient être conformes aux plans nationaux de développement et aux priorités et objectifs fixés par les gouvernements bénéficiaires, ainsi qu'aux résolutions 42/184, 42/186 et 42/187 de l'Assemblée générale.

170. Quelques délégations ont convenu qu'il fallait adopter des stratégies de coordination qui définissent clairement les problèmes, les objectifs et les fonctions, et fixent des calendriers et des jalons précis. Cette tâche leur paraissait plus urgente que toute autre activité d'évaluation. Elles estimaient qu'il fallait s'intéresser davantage à la manière dont le système pouvait traiter les questions nouvelles et appliquer des solutions aux problèmes naissants avant qu'ils n'atteignent un stade critique.

#### Conclusions et recommandations

171. Le Comité a estimé que malgré son utilité et son intérêt, le document considéré n'offrait pas une analyse suffisamment critique et approfondie et que les conclusions et recommandations qu'il contenait étaient pour le moins imprécises et insuffisantes pour permettre aux organismes du système des Nations Unies de prendre des mesures pratiques de suivi.

172. Le Comité a noté avec préoccupation que les tableaux 4 et 5 figurant dans le rapport du Secrétaire général (dépenses budgétaires des organismes du système des Nations Unies relatives aux activités environnementales, 1984-1987) étaient incomplets et pouvaient être mal interprétés.

173. Le Comité a pris note, sans les approuver, des conclusions et recommandations figurant aux paragraphes 39 et 40 du rapport du Secrétaire général.

174. Le Comité a recommandé de renforcer le rôle de coordonnateur joué par le Conseil d'administration du PNUE en matière d'environnement dans le cadre de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale, étant entendu que c'est au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale qu'il incombe en dernière instance d'assurer la coordination entre les organismes du système.

175. Le Comité a estimé qu'il était nécessaire d'attribuer un rang de priorité élevé à l'examen des problèmes d'environnement dans la région de l'Afrique. Il a également souligné la nécessité de renforcer la coopération et la coordination aux niveaux régional, sous-régional et national en Afrique.

176. Le Comité a convenu qu'un mécanisme de suivi et d'évaluation était essentiel pour le processus de formulation et d'application des programmes à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement, et il a souligné l'importance de ce mécanisme dans le contexte du deuxième programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement. A cet égard, il a demandé à tous les organismes du système de faire des efforts pour créer une base de données commune, de façon à permettre un véritable échange d'informations et à faciliter le suivi et l'évaluation du programme à moyen terme à l'échelle du système.

#### B. Rapport annuel d'ensemble du Comité administratif de coordination

177. A sa 44e séance, le 27 mai, le Comité a examiné le rapport d'ensemble du Comité administratif de coordination (CAC) pour 1987 (E/1988/42).

#### Discussion

178. Quelques délégations ont souligné que le CAC, lorsqu'il examinerait la question du suivi des conférences, années et décennies internationales à ses futures réunions, étudie, entre autres choses, sa contribution à l'application du Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement <sup>10/</sup> et de la résolution 42/13 de l'Assemblée générale, en date du 28 octobre 1987, relative au bilan de l'année internationale de la paix.

#### Conclusions et recommandations

179. Le Comité a pris note des améliorations apportées à la qualité et à la présentation du rapport.

180. Le Comité a noté que le répertoire des dispositions intéressant la coordination des programmes aux Nations Unies (ACC/1987/INF/1) avait paru en octobre 1987.

181. Le Comité a noté que les futurs rapports annuels d'ensemble du CAC comprendront aussi une nouvelle analyse critique de certaines questions, comme les améliorations à apporter dans le domaine de la coordination, et des problèmes que rencontrent les diverses entités du système des Nations Unies dans l'exercice de leurs fonctions.

182. Le Comité a estimé qu'il faudrait faire de plus grands efforts pour donner suite aux recommandations du CAC.

183. Le Comité a recommandé que le CAC poursuive l'examen du fonctionnement de ses organes subsidiaires.

184. Le Comité a noté qu'il convenait d'améliorer encore l'organisation des réunions communes du Comité administratif de coordination et du Comité du programme et de la coordination.

185. Le Comité a décidé, comme l'avait proposé le Secrétaire général, d'inviter un représentant de l'Organisation de l'unité africaine à participer à la vingt-troisième série de réunions communes, prévue pour les 4 et 5 juillet 1988.

#### IV. RAPPORTS DU CORPS COMMUN D'INSPECTION

##### A. Programme de travail du Corps commun d'inspection pour 1988

186. A sa 47e séance, le 31 mai, le Comité a examiné la note du Secrétaire général (A/43/161) contenant le programme de travail du Corps commun d'inspection pour 1988.

##### Discussion

187. Quelques délégations étaient, entre autres, d'avis que le Corps commun d'inspection devait mettre davantage l'accent sur l'élément évaluation dans ses travaux et envisageaient la suite à la résolution 42/418 de l'Assemblée générale du 21 décembre 1987. Il a en outre été proposé que le Corps commun d'inspection évalue, de temps à autre, les résultats de l'application de ses propres recommandations par les organismes concernés, par exemple, ses recommandations concernant le recours à des experts et consultants à l'Organisation des Nations Unies.

##### Conclusions et recommandations

188. Le Comité a pris note du programme de travail du Corps commun d'inspection pour 1988 et des éléments essentiels de son programme de travail pour 1989-1990, qui figurent dans la note du Secrétaire général (A/43/161).

##### B. Etablissement de rapports sur l'exécution et les résultats des programmes de l'Organisation des Nations Unies : contrôle, évaluation et examen de la gestion

189. A sa 47e séance également, le Comité a examiné la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Etablissement de rapports sur l'exécution et les résultats des programmes de l'Organisation des Nations Unies : contrôle, évaluation et examen de la gestion" (A/43/124).

##### Conclusions et recommandations

190. Le Comité a décidé de renvoyer le rapport du Corps commun d'inspection, intitulé "Etablissement de rapports sur l'exécution et les résultats des programmes de l'Organisation des Nations Unies : contrôle, évaluation et examen de la gestion" (A/43/124), à la Cinquième Commission lors de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale.

V. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE  
LA VINGT-NEUVIEME SESSION DU COMITE

191. Conformément à l'alinéa 2 e) de la résolution 1979/41 du Conseil économique et social en date du 10 mai 1979, et au paragraphe 2 de la résolution 34/50 de l'Assemblée générale en date du 23 novembre 1979, le Comité doit soumettre au Conseil et à l'Assemblée, pour examen, l'ordre du jour provisoire de sa vingt-neuvième session ainsi que la liste des documents demandés. Conformément au paragraphe 8 de l'annexe à la résolution 2008 (LX) du Conseil, en date du 14 mai 1976, la vingt-neuvième session du Comité durera quatre semaines.

192. A sa 55e séance, le Comité a examiné l'ordre du jour provisoire et la documentation de sa vingt-neuvième session sur la base d'une note du Secrétariat (E/AC.51/1988/L.5).

193. Le Comité a décidé de soumettre au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, pour examen, l'ordre du jour provisoire ci-après de sa vingt-neuvième session, sous réserve des nouveaux points de l'ordre du jour ou rapports qui pourraient être approuvés par le Comité à la reprise de sa vingt-huitième session :

1. Election du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

4. Questions relatives au programme :

a) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991;

Documentation

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991

b) Incidences sur le budget-programme;

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'expérience acquise pendant la période de deux ans où des états des incidences des projets de résolution sur le budget-programme ont été présentés au Conseil économique et social

- c) Rapport du Secrétaire général sur la pleine application des modifications du plan à moyen terme conformément aux règles et règlements régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui concernent le Programme, le suivi de l'application et les méthodes d'évaluation, y compris la méthodologie, et les incidences de ces modifications;



### Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la pleine application de ces modifications, y compris la méthodologie, et sur leurs incidences

#### d) Evaluation;

### Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme relatif aux droits de l'homme

Rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal du programme relatif à la population

Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme relatif aux questions et politiques de développement

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur le programme des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité

#### e) Rapport du Secrétaire général sur les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement;

### Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement

#### f) Rapport du Secrétaire général sur les listes de distribution et répertoires tenus par l'Organisation des Nations Unies;

### 5. Questions relatives à la coordination :

#### a) Analyses interorganisations des programmes;

### Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les analyses interorganisations des programmes des organismes des Nations Unies dans le domaine de la promotion de la femme

Tableau synoptique de l'application des recommandations du Comité sur les analyses interorganisations des programmes des organismes des Nations Unies concernant les établissements humains

Rapport du Secrétaire général sur le champ et la perspective générale proposés de l'analyse interorganisations des programmes concernant le développement industriel

Futures analyses interorganisations des programmes, 1991 : rapport du Secrétaire général

#### b) Rapports du Comité administratif de coordination, y compris les préparatifs des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et Comité administratif de coordination

## Documentation

Rapport général annuel du Comité administratif de coordination pour 1988

6. Rapports du Corps commun d'inspection
7. Ordre du jour provisoire de la trentième session du Comité
8. Adoption du rapport du Comité

## Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément No 38 (A/39/38), par. 388.

2/ Ibid., quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).

3/ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 16 (A/42/16).

4/ Ibid., quarante et unième session, Supplément No 38 (A/41/38 et Corr.2), par. 80 à 95.

5/ Ibid., quarantième session, Supplément No 38 (A/40/38 et Corr.1), par. 735 à 742.

6/ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément No 16 (A/42/16), deuxième partie, par. 100.

7/ Ibid., trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1).

8/ Sera également inclus dans le chapitre 31 (Coordination des programmes).

9/ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 16 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. premier, sect. A.

10/ Voir Rapport de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, New York, 24 août-11 septembre 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8).

## ANNEXE I

### Ordre du jour de la première partie de la vingt-huitième session du Comité

1. Election du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Questions relatives au programme :
  - a) Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1986-1987;
  - b) Budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989;
  - c) Modifications qu'il est proposé d'apporter au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (portant sur la période 1990-1991);
  - d) Projet de plan à moyen terme pour la période commençant en 1992;
  - e) Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991;
  - f) Evaluation;
  - g) Listes de distribution et répertoires tenus par l'Organisation des Nations Unies.
4. Questions relatives à la coordination :
  - a) Analyses interorganisations des programmes;
  - b) Rapports du Comité administratif de coordination.
5. Rapports du Corps commun d'inspection.
6. Calendrier des réunions du Comité.
7. Ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session du Comité.
8. Adoption du rapport du Comité.

ANNEXE II

Liste des documents portés à l'attention du Comité lors de la  
première partie de sa vingt-huitième session

A/43/6 et Corr.1	Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (pour la période 1990-1991)
A/43/- (Août)	Rapport du Secrétaire général contenant un aperçu du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991
A/43/124 et Add.1	Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Etablissement de rapports sur l'exécution et les résultats des programmes de l'Organisation des Nations Unies : Contrôle, évaluation et examen de la gestion", et observations y relatives du Secrétaire général
A/43/161	Programme de travail du Corps commun d'inspection pour 1988
A/43/179	Rapport du Secrétaire général sur l'application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution dans les directives de politique générale
A/43/286 et Corr.1	Réforme et renouveau à l'ONU : deuxième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale
A/43/324	Note du Secrétaire général contenant des propositions concernant des procédures provisoires devant régir l'utilisation et le fonctionnement du fonds de réserve
A/43/326 et Add.1	Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme des Nations Unies pour l'exercice 1986-1987
A/43/329	Rapport du Secrétaire général sur le projet d'introduction au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992
A/C.5/43/1 et Corr.1* et Add.1 et Corr.1, 2 et Corr.1, et Add.3, 4*, 5, 6 et 7* (Documents regroupés dans A/C.5/43/1/Rev.1)	Rapport du Secrétaire général sur les montants estimatifs révisés, compte tenu notamment des plans du Secrétaire général visant l'application de la recommandation 15 relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211

A/C.5/43/2 et Add.1

Rapport du Secrétaire général sur les mesures concernant l'ordre de priorité attribué par le Secrétaire général au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990

E/1988/15 et Add.1

Parties pertinentes du rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa trente-deuxième session

E/1988/42

Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1987

E/1988/45

Examen des documents et publications périodiques

E/1988/47

Note du Secrétaire général sur la suite donnée à l'analyse interorganisations des programmes sur la recherche économique et sociale et l'analyse décisionnelle dans le système des Nations Unies

E/AC.51/1987/8

Rapport du Secrétaire général sur les listes de distribution et répertoires tenus par l'Organisation des Nations Unies

E/AC.51/1988/1

Ordre du jour provisoire

E/AC.51/1988/2

Rapport du Secrétaire général sur le cadre général et la méthodologie de l'analyse interorganisations des programmes des organismes des Nations Unies concernant la promotion de la femme

E/AC.51/1988/3

Rapport du Secrétaire général sur le thème de l'analyse interorganisations des programmes en 1990

E/AC.51/1988/4

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du grand programme relatif aux établissements humains

E/AC.51/1988/5

Rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal de l'application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-cinquième session, sur le programme de contrôle des drogues

E/AC.51/1988/6

Rapport du Secrétaire général sur le calendrier des consultations sur le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992

E/AC.51/1988/7

Rapport du Secrétaire général sur l'analyse interorganisations des programmes d'activité des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'environnement

E/AC.51/1988/8	Tableau synoptique des activités relatives à l'application des recommandations du Comité concernant l'analyse interorganisations des programmes relatifs aux activités des Nations Unies dans le domaine des établissements humains
E/AC.51/1988/9	Note du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie du programme concernant les questions et politiques relatives au développement
E/AC.51/1988/10	Lettre datée du 23 mars 1988, adressée au Président du Comité du programme et de la coordination par la Présidente de la Commission de la condition de la femme
E/AC.51/1988/11	Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-sixième session sur les travaux du Département de l'information
E/AC.51/1988/12	Rapport du Comité de l'information des Nations Unies sur les politiques actuelles de diffusion de matériaux par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies
E/AC.51/1988/CRP.1	Attribution des fonctions de liaison avec les organisations non gouvernementales dans le cadre de l'application de la recommandation 25 du groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies
E/AC.51/1988/INF.1	Liste des délégations
E/AC.51/1988/L.1/Rev.1	Programme de travail : note du Secrétariat
E/AC.51/1988/L.2	Rapport sur l'état d'avancement de la documentation : note du Secrétariat
E/AC.51/1988/L.3 et Add.1 à 6 et Add.6/Corr.1, 7 à 14 et Add.14/Corr.1 et 15 à 19	Projet de rapport
E/AC.51/1988/L.4	Programme de travail : tel qu'approuvé par le Comité du programme et de la coordination
E/AC.51/1988/L.5	Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session du Comité

Seconde partie

RAPPORT DU COMITE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION SUR LES  
TRAVAUX DE LA SECONDE PARTIE DE SA VINGT-HUITIEME SESSION\*

Tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies  
du 6 au 19 septembre 1988

---

\* Initialement publié sous forme ronéotypée, le 29 septembre 1988, sous la cote A/43/16 (Partie II).

## I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. Le Comité du programme et de la coordination (CPC) a repris sa vingt-huitième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 6 au 19 septembre 1988. Il a tenu 15 séances (56e à 70e séances).

### A. Ordre du jour

2. L'ordre du jour de la reprise de la vingt-septième session, que le Comité a adopté à sa 56e séance, est reproduit à l'annexe I.

3. A la même séance, le Comité a décidé d'inscrire à son ordre du jour un point intitulé "Evaluation approfondie du grand programme concernant les affaires politiques et les affaires du Conseil de sécurité : note du Secrétaire général".

### B. Election du Bureau

4. A sa 59e séance, le Comité a élu M. Goran Fejic (Yougoslavie) au poste de vice-président à la place de M. Miodrag Cabric (Yougoslavie).

### C. Participants

5. Les Etats membres ci-après du Comité étaient représentés :

Allemagne, République fédérale d'  
Argentine  
Autriche  
Bahreïn  
Bangladesh  
Bénin  
Brésil  
Burkina Faso  
Cameroun  
Canada  
Chine  
Colombie  
Côte d'Ivoire  
Cuba  
Etats-Unis d'Amérique  
France  
Inde  
Indonésie

Japon  
Kenya  
Mexique  
Ouganda  
Pakistan  
Pérou  
Pologne  
Roumanie  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Suède  
Trinité-et-Tobago  
Tunisie  
Union des Républiques socialistes  
soviétiques  
Yougoslavie  
Zambie



6. Les Etats Membres ci-après de l'Organisation des Nations Unies étaient représentés par des observateurs :

Algérie  
Australie  
Barbade  
Burundi  
Chili  
Costa Rica  
Danemark  
Egypte  
Espagne  
Ethiopie  
Finlande  
Grèce  
Grenade  
Irlande  
Italie  
Jamaïque

Liban  
Maroc  
Norvège  
Nouvelle-Zélande  
Pays-Bas  
Portugal  
République arabe syrienne  
République démocratique allemande  
République socialiste soviétique  
d'Ukraine  
République-Unie de Tanzanie  
Tchécoslovaquie  
Thaïlande  
Uruguay  
Venezuela

7. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées :

Organisation internationale du Travail  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
Organisation mondiale de la santé  
Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Fonds international de développement agricole  
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

8. Assistaient également à la session le Sous-Secrétaire général et Contrôleur chargé du Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, y compris le représentant du Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, du Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances et du Bureau de la Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'information.

#### D. Documentation

9. La liste des documents dont le Comité était saisi à la reprise de sa vingt-huitième session figure à l'annexe II.

#### Examen de la question

10. Au cours de ses délibérations et dans le cadre du nouveau mandat qui lui a été confié par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/213, du 19 décembre 1986, le Comité a estimé que la documentation dont il était saisi devrait tenir compte du fait qu'il était tenu d'examiner certaines questions en qualité d'organe subsidiaire de l'Assemblée.

## Conclusions et recommandations

11. Dans ce contexte, le Comité a recommandé qu'à l'avenir, les documents lui étant destinés soient publiés sous la cote et avec l'en-tête tout à la fois du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

### E. Adoption du rapport du Comité

12. A ses 69e et 70e séances, le 19 septembre 1988, le Comité a adopté le projet de rapport sur la reprise de sa vingt-huitième session (E/AC.51/1988/L.7 et Add. 1 à 4), tel qu'il a été révisé oralement au cours des délibérations.

## II. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME

### A. Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991

13. A ses 56<sup>e</sup> à 65<sup>e</sup> séances, les 6, 7 et 13 septembre, le Comité, conformément à son mandat et aux résolutions 41/213, du 19 décembre 1986, et 42/211, du 21 décembre 1987, de l'Assemblée générale, a examiné le rapport du Secrétaire général sur le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice 1990-1991 (A/43/524).

#### Examen de la question

14. Certaines délégations ont indiqué leur préférence pour un plan général du budget qui suive les grands programmes du plan à moyen terme plutôt que la présentation du budget-programme.

15. Certaines délégations ont estimé que les chiffres des ressources proposés par le Secrétaire général devraient inclure toutes les activités. Elles ont également été d'avis que les estimations préliminaires, une fois adoptées par l'Assemblée générale, ne devraient pas pouvoir être modifiées. Selon d'autres délégations, ces estimations ne donnaient que des chiffres provisoires qu'il fallait interpréter avec souplesse.

16. S'agissant du calcul du montant des ressources, certaines délégations auraient préféré que l'on applique le taux standard de 5 % pour les mouvements de personnel aux postes d'administrateur plutôt que le taux de 3 % et que les dépenses de personnel soient établies sur la base d'une réduction de 15 % des postes, conformément à la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 1/, plutôt que 13 %, comme on l'avait retenu dans les prévisions révisées. D'autres délégations ont pensé que, dans les circonstances actuelles, même le taux de 3 % pour les mouvements de personnel était encore trop élevé et que les dépenses de personnel auraient dû être calculées en tenant compte des recommandations formulées par le Comité à l'occasion de son examen, lors de la première partie de sa vingt-huitième session, des prévisions révisées (voir première partie, par. 29 à 37).

17. Certaines délégations ont estimé que le fonds de réserve aurait dû être inclus dans les estimations globales. D'autres délégations ont convenu qu'il devrait s'ajouter aux estimations préliminaires et figurer dans le montant global des ressources.

18. Certaines délégations ont estimé que le montant proposé pour le fonds de réserve était insuffisant, alors que d'autres ont appuyé la recommandation visant à ce que ce fonds représente 0,75 % du montant total des ressources.

19. Selon certaines délégations, il fallait revoir la méthode de calcul de ce chiffre, car il était établi à partir de données portant sur les cinq années écoulées, qui ne constituaient pas le critère le plus juste pour le prochain exercice biennal. Certaines délégations ont proposé que, dans l'intervalle, on envisage, à titre de mesure expérimentale, un fonds de réserve calculé sur la proportion de 0,75 %, qui pourrait être revu durant l'exercice global.

20. Certaines délégations ont accepté la diminution de 9,6 % en termes de croissance réelle par rapport à l'exercice biennal 1990-1991 (voir A/43/524, tableau 1), étant entendu que ce chiffre avait été calculé d'après la méthode indiquée par le Secrétaire général dans son rapport. Pour d'autres délégations, ce pourcentage était trop élevé.

21. Certaines délégations, tout en reconnaissant la difficulté de fixer des priorités, ont souligné qu'il s'agissait là d'une condition sine qua non du processus budgétaire, que l'examen que le rapport consacrait à cette question était décevant et qu'il était nécessaire de connaître les vues du Secrétaire général sur les priorités reflétant les orientations générales par grand secteur.

22. Certaines délégations ont été d'avis que la grave crise socio-économique que connaissaient les pays les moins avancés devrait se voir attribuer un rang de priorité élevé, compte tenu de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action pour les pays les moins avancés pour les années 80, ainsi que de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui doit se tenir en 1990. S'agissant des priorités de caractère social, certaines délégations ont estimé que l'accent devrait être mis sur le bien-être et l'épanouissement des enfants ainsi que sur le rôle des jeunes dans les programmes de l'Organisation.

23. Le Comité a engagé des consultations approfondies sur la question des priorités. Certaines délégations ont jugé nécessaire d'établir une liste des priorités, conformément à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale. Elles ont estimé que les questions énumérées ci-après pourraient constituer un cadre permettant de définir les priorités reflétant les orientations générales par grand secteur, l'ordre dans lequel elles figurent n'impliquant pas de classement par ordre d'importance :

#### Priorités concernant les questions politiques

Apartheid et Namibie

Décolonisation

Affaires de désarmement

Exploration et utilisations pacifiques de l'espace

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Zones exemptes d'armes nucléaires et zones de paix

Règlement pacifique des différends internationaux

Question de Palestine

#### Priorités concernant les questions économiques

Développement économique des pays en développement et coopération internationale pour le développement

Situation économique de l'Afrique

Situation économique des pays les moins avancés

Questions relatives à l'environnement

Dettes extérieures, transfert net de ressources et apports de ressources

Commerce, questions monétaires et financières

Transfert de technologie, et science et technologie au service du développement

### Priorités concernant les questions sociales

Condition des enfants, des personnes handicapées, des personnes âgées et des jeunes  
Lutte contre les drogues illicites et l'abus des drogues  
Prévention du crime  
Droits de l'homme  
Assistance aux réfugiés  
Développement social  
Condition de la femme

### Priorités concernant les questions juridiques

Droit de la mer  
Développement progressif et codification du droit international

24. Parmi les délégations favorables à l'établissement d'une liste de priorités, certaines ont estimé que la liste ci-dessus était trop longue pour constituer une base de travail utile. Par ailleurs, un certain nombre de délégations ont émis des réserves au sujet de certaines des questions figurant sur la liste.

25. A propos des questions précises du maintien de la paix et de la sécurité internationales et du règlement pacifique des différends, certaines délégations ont fait observer qu'elles constituaient des aspects cruciaux de la vocation même de l'Organisation des Nations Unies et que, par conséquent, le fait de les inclure sur la liste n'aurait pas pour résultat d'appuyer toutes propositions portant sur des modifications institutionnelles d'ensemble. En outre, ces mêmes délégations éprouvaient des réserves quant à l'inclusion, sur une liste de cette nature, de questions telles que l'existence de zones exemptes d'armes nucléaires et de zones de paix et le droit de la mer. En ce qui concerne la question de la dette extérieure, du transfert net de ressources et des apports de ressources, l'opinion a été exprimée que les activités des organismes des Nations Unies dans ce domaine ne devraient pas empiéter sur les travaux des institutions de Bretton Woods et ont demandé instamment que l'examen de cette question soit lié à l'étude de la nécessité d'un ajustement structurel. Ces délégations estimaient que la question du commerce et des questions monétaires et financières faisait double emploi avec d'autres questions figurant sur la liste des priorités concernant les questions économiques.

26. Une délégation a émis de très fortes réserves quant à l'inclusion de la question de Palestine sur une liste de cette nature.

27. Certaines délégations ont souligné que l'établissement des priorités au titre du prochain budget-programme devrait se fonder sur le plan à moyen terme tel qu'il avait été révisé par le Comité, document qui définit le cadre général des programmes aux fins de l'élaboration du budget-programme, ainsi que conformément à la résolution 36/228 de l'Assemblée générale, du 18 décembre 1981.

### Conclusions et recommandations

28. Le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 (A/43/524), conformément à l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.

29. Le Comité a réaffirmé que, de même que d'autres aspects des réformes arrêtées par l'Assemblée dans sa résolution 41/213, le plan général du budget-programme faisait partie du processus visant à améliorer l'efficacité et la rentabilité avec lesquelles l'Organisation sert la communauté internationale.

30. Le Comité a recommandé, conformément à son mandat, que le rapport du Secrétaire général serve de base à la décision que prendrait l'Assemblée générale, compte tenu des éléments suivants :

a) Il faudra tenir compte des recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires fera à ce sujet, conformément à son mandat, comme il est stipulé dans la résolution 41/213 de l'Assemblée générale;

b) Le montant des ressources indiqué dans le rapport du Secrétaire général ne comprend pas les catégories de dépenses visées aux paragraphes 10 et 11 de l'annexe I à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale;

c) Ce montant ne comprend pas non plus les dépenses découlant de décisions prises par des organes intergouvernementaux en 1988, y compris celles prises par le Comité à sa vingt-huitième session [voir A/43/16 (Partie I)], en particulier à propos des prévisions concernant le budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (*ibid.*, par. 35 à 37);

d) Le montant prévu pour le fonds de réserve, exprimé en pourcentage du montant global des ressources, doit venir s'ajouter au montant préliminaire des dépenses indiqué par le Secrétaire général, ajusté en fonction des alinéas b) et c) ci-dessus, et le montant du fonds devrait être examiné par l'Assemblée générale compte tenu de l'évolution, du rapport du Comité consultatif et de toutes les décisions pertinentes;

e) Le plan général du projet de budget-programme repose sur l'hypothèse que la résolution 41/213 de l'Assemblée sera intégralement appliquée et que les programmes approuvés figurant dans le plan à moyen terme révisé seront exécutés en 1990-1991 conformément au budget-programme qui, une fois approuvé, sera intégralement financé;

f) Le Comité devra examiner plus avant la question en vue de préciser tous les aspects du processus budgétaire, y compris les méthodes à suivre à l'avenir pour élaborer les plans généraux de façon qu'ils permettent de mieux prévoir les ressources et qu'ils se prêtent à des comparaisons entre les plans généraux successifs. Il pourrait s'agir par exemple d'établir une distinction plus nette entre la préparation du plan général et celle du budget-programme, ainsi que de définir une approche mieux conçue de la question des aspects de programmation qui devraient figurer dans le plan général;

g) L'ensemble du processus est dans une période de mise au point et, pendant cette période, il doit être appliqué avec souplesse conformément aux résolutions 41/213 et 42/211 de l'Assemblée générale;

h) D'après les assurances qui lui ont été données à ce sujet par les représentants du Secrétaire général, pour le Comité, il est entendu que les propositions faites sur la base du plan général ne porteraient pas atteinte aux programmes exécutés sur la demande des organes pertinents des Nations Unies, notamment en diminuant les ressources affectées auxdits programmes, comme prévu dans la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.

31. Le Comité a estimé que la répartition des ressources entre les titres du budget, qui figurait dans le plan général du projet de budget-programme, était indiquée à titre d'illustration et a donc décidé de ne pas examiner en détail cette répartition. A cet égard, il a fait observer que la répartition des ressources en personnel entre les divers titres du budget ne revenait pas à fixer des priorités entre les diverses activités de l'Organisation.

32. Le Comité a souligné qu'en mettant au point le projet de budget-programme détaillé pour l'exercice biennal 1990-1991, le Secrétaire général devait tenir compte des priorités découlant du plan à moyen terme révisé. Lors de l'élaboration du projet de budget-programme pour 1990-1991, les priorités devraient être arrêtées au niveau des éléments de programme conformément à l'article 4.6 du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

33. Le Comité a noté par ailleurs que, dans les futurs plans généraux, il serait bon que soient appliquées pleinement les dispositions relatives aux priorités à établir dans le plan à moyen terme, conformément au règlement et aux règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. A cet égard, le Comité a souligné qu'il fallait porter à l'attention des organes intergouvernementaux subsidiaires les règlements et règles régissant la fixation des priorités ainsi que leurs responsabilités à cet égard.

34. Le Comité a prié le Secrétaire général de présenter, pour qu'il l'examine à sa vingt-neuvième session, un rapport sur l'approche à suivre à cet égard, en particulier la méthodologie à adopter pour indiquer dans les plans futurs "les priorités reflétant les orientations générales par grand secteur".

35. Le Comité a noté que la réduction de 9,6 % en termes réels de la croissance par rapport à l'exercice biennal 1990-1991 était essentiellement due à la réduction de postes décidée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 et reflétée dans les prévisions révisées. Le Comité a souligné de nouveau que le niveau des ressources devait être suffisant pour permettre d'atteindre les objectifs de l'Organisation et qu'il fallait donc éviter de compromettre l'exécution des programmes qui seraient inscrits dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.

**B. Introduction au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992; calendrier des consultations au sujet du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992**

36. A ses 60e et 64e séances, les 8, 9, 12 et 15 septembre, le Comité a examiné la note du Secrétaire général sur la préparation du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 (A/43/329) ainsi que le rapport du Secrétaire général sur le calendrier des consultations au sujet du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 (E/AC.51/1988/6), publié ultérieurement sous la cote A/43/329/Add.1. Le Comité était également saisi du compte rendu analytique provisoire de la 37e séance du Conseil économique et social lors de sa seconde session ordinaire de 1988, au cours de laquelle avait été examinée la note du Secrétaire général (E/1988/SR.37).

**Examen de la question**

37. Les délégations ont procédé à un examen détaillé de la méthode suivie pour l'élaboration de la note du Secrétaire général concernant la préparation du prochain plan à moyen terme, le contenu de la section II de l'annexe, intitulée

"Mandats et programmes", la liste des priorités, la structure du prochain plan à moyen terme et la durée de ce plan.

a) Méthode

38. Certaines délégations ont estimé que la note n'était pas pleinement conforme à l'article 3.7 et à la règle 103.7 du règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, où sont définis la teneur et l'objet de l'introduction au plan à moyen terme. Elles ont rappelé que l'introduction devrait faire ressortir de manière coordonnée les grandes orientations de l'Organisation, indiquer les objectifs, la stratégie à suivre et les tendances prévues et contenir les propositions du Secrétaire général relatives aux priorités.

39. Certaines délégations ont approuvé l'orientation générale du projet d'introduction, et en particulier l'approche globale proposée pour envisager les différents aspects de la sécurité internationale, et les diverses menaces qui pèsent sur elle. Ces délégations ont souscrit à l'idée selon laquelle, sans une action commune concertée, l'objectif du maintien de la paix et de la sécurité internationales grâce à la prévention et à la suppression des menaces contre la paix, l'institution de normes internationales de conduite, le développement économique et social et la défense des droits de l'homme ne pourrait être atteint. En revanche, d'autres délégations ont considéré que le projet d'introduction manquait de cohérence et ne reflétait aucune philosophie d'ensemble. Il restait trop descriptif et faisait des mandats une énumération trop détaillée, qui ressemblait à un véritable catalogue. C'était dans le plan à moyen terme lui-même, et non dans l'introduction, que devait figurer le détail des travaux futurs de l'Organisation. L'introduction devrait offrir une analyse plus pénétrante, en même temps qu'une synthèse, des mandats et des programmes. Pour certaines délégations, la note contenait très peu d'idées, mais abondait en déclarations qui restaient vagues, générales et parfois contradictoires. Elle aurait dû être précédée d'un rappel de ce qui avait été fait auparavant, afin que l'on saisisse mieux les tendances de l'action future. Certaines délégations ont estimé qu'il faudrait repenser la note et la reformuler.

40. D'autres délégations étaient d'avis que la note du Secrétaire général représentait un effort honnête pour refléter les vues des Etats Membres telles qu'exprimées jusqu'ici. Tout en formulant leur désaccord sur différents points de détail, certaines de ces délégations ont estimé que le projet d'introduction était un document relativement équilibré, même s'il restait imparfait, et qu'il constituait un plan d'ensemble acceptable. Si l'on s'efforçait de remanier la note, il n'était pas sûr que cela se solderait par des résultats auxquels toutes les délégations pourraient souscrire. En outre, on a fait valoir qu'un plan à moyen terme, aussi parfaitement élaboré soit-il, ne saurait remplacer, de la part des Etats Membres, une réelle volonté politique de l'appliquer. Certaines délégations ont souligné que les réponses écrites qu'elles avaient envoyées, pour faire suite à la demande du Secrétaire général sollicitant leurs observations, demeuraient valables, tout comme les déclarations qui avaient été faites en leur nom au Conseil économique et social.

b) Mandats et programmes

41. Lors de l'examen de la partie A de la section II de l'annexe, intitulée "Paix, sécurité, désarmement et autodétermination des peuples", certaines délégations ont indiqué qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la nécessité de régler les



conflits régionaux et souligner le rôle joué par l'Assemblée générale, ainsi que par le Conseil de sécurité et le Secrétaire général, dans le maintien de la paix. Il faudrait aussi insister sur le rôle de l'Assemblée générale dans des domaines tels que le désarmement, la codification et l'élaboration du droit international, et la coopération internationale pour le développement, entre autres. Il faudrait aussi mettre davantage l'accent sur le non-recours à la force, le règlement pacifique des différends et l'élimination des actes d'agression, ainsi que sur le lien entre désarmement et développement et le suivi de la Conférence sur la relation entre le désarmement et le développement. Certaines délégations ont dit qu'il faudrait insister sur la nécessité de restituer les territoires arabes occupés, d'appliquer l'embargo sur les armes décrété contre l'Afrique du Sud et d'éliminer l'apartheid. D'autres, cependant, ont estimé que le fait de mentionner ces questions dans le projet d'introduction ne reflétait pas un équilibre entre les différents points de vue. On a fait remarquer qu'il importait de veiller à ce que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, telle qu'elle figurait dans la résolution 1514 (XV), soit intégralement appliquée. En outre, de l'avis de certaines délégations, il était nécessaire de préciser en quoi l'Organisation des Nations Unies jouait un rôle spécial dans les questions de Namibie et de Palestine. Par ailleurs, certaines délégations, constatant que le projet d'introduction faisait référence à un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à la création de zones exemptes d'armes nucléaires et à des mesures de vérification, ont émis de vives réserves à ce sujet ainsi qu'à propos de la notion de bon voisinage. D'autres délégations ont fermement appuyé la référence faite à ces questions ainsi que l'inclusion de la notion de bon voisinage. D'aucunes se sont également inquiétées de voir que certaines solutions d'ensemble aux problèmes mondiaux risquaient en fait de compromettre l'intégrité de la Charte et ont estimé qu'elles demandaient donc à être soigneusement étudiées et examinées avant d'être intégrées dans les plans de l'Organisation des Nations Unies.

42. Lors de l'examen de la partie B, portant sur le droit international, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, on s'est félicité que la primauté du droit dans les relations internationales ait été réaffirmée. Certaines délégations pensaient, comme le Secrétaire général, que la sécurité internationale au sens le plus large dépendait fondamentalement du respect et de l'application du droit international. D'autres se sont dites déçues de voir que la note s'en tenait à des généralités. On a également fait remarquer qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur les libertés fondamentales les plus chères aux êtres humains dans le monde entier, ainsi que sur les droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement. Certaines délégations ont fait valoir la nécessité de décrire plus en détail les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace. On a indiqué qu'il faudrait mettre en relief le rôle joué par la Cour internationale de Justice. Certaines délégations ont estimé que, par rapport à d'autres questions essentielles, on avait accordé une place disproportionnée au terrorisme, tandis que d'autres estimaient qu'on n'en parlait pas assez. D'autres encore, rappelant qu'il n'existait toujours pas de consensus sur la définition du terrorisme, considéraient qu'il était plus réaliste de favoriser l'adoption de nouvelles dispositions juridiques, telles que les conventions contre les détournements, que de vouloir élaborer une loi internationale sur le terrorisme. Certaines délégations ont jugé que la liste des questions juridiques d'ordre international dont était saisie l'Organisation des Nations Unies était incomplète; d'autres ont suggéré de faire une allusion de caractère général dans le texte, la liste des instruments spécifiques pouvant faire l'objet d'une annexe. Pour certaines délégations, le paragraphe traitant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer péchait par excès d'optimisme, opinion que d'autres ne partageaient pas. Certaines délégations ont estimé que les activités futures de l'Organisation dans ce domaine devraient être considérées essentiellement comme une question de développement économique.

43. Lors de l'examen du texte sur le progrès économique et social des peuples du monde entier (partie C), on a déclaré que l'ensemble du secteur économique et social devrait être pensé suivant une approche à la fois réaliste et novatrice, qui déboucherait sur des propositions et des activités précises. Certaines délégations ont estimé que pour bien planifier l'action à mener dans les années 90, il était indispensable de fixer clairement les priorités. Elles ont souligné que les problèmes qui auraient une incidence déterminante sur la paix et la sécurité internationales seraient notamment la persistance du sous-développement, l'élargissement du fossé entre pays riches et pays pauvres et la stagnation, voire le recul, du niveau de vie de la majorité de la population dans un grand nombre de pays en développement. De l'avis de ces délégations, il fallait créer un grand programme ayant pour objet de favoriser la coopération internationale pour le développement. Elles ont souligné à cet égard la nécessité d'accorder davantage d'attention à la situation économique et sociale désespérée des pays les moins avancés. Certaines délégations ont estimé qu'on n'avait pas assez mis l'accent sur le rôle que l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil économique et social et le Secrétaire général devraient jouer en ce qui concernait, entre autres, les problèmes de la dette extérieure, du commerce et des produits de base et les questions financières et monétaires internationales. Selon d'autres avis, le rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant que tel était assez limité dans ce domaine. Certains estimaient qu'il faudrait mentionner le rôle des marchés libres à propos de la question des produits de base et des courants de ressources. Pour certaines délégations, il aurait fallu mettre davantage l'accent sur les courants de ressources, la coopération économique et technique entre pays en développement, le transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés, et les causes de la pauvreté, ainsi que sur la question de la coordination avec les institutions spécialisées, notamment en matière d'activités opérationnelles pour le développement. A ce sujet, on a fait remarquer que l'action des institutions spécialisées devrait compléter celle de l'Organisation des Nations Unies, et non l'inverse, et que l'Organisation devrait continuer de jouer un rôle directeur dans la recherche de solutions aux problèmes du développement économique. En ce qui concerne la coopération technique, certaines délégations ont estimé que le Consensus de 1970 restait valable, et devrait servir de base pour traiter la question dans l'introduction au plan. On aurait dû par ailleurs mieux faire ressortir l'importance du rapport entre la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992. D'autre part, certaines délégations ont souligné qu'il importait d'examiner plus avant, dans le cadre de l'Organisation, les liens entre les problèmes de la paix, de la sécurité, du désarmement, du développement et de l'environnement, ainsi qu'il était dit au paragraphe 80 du projet d'introduction du Secrétaire général. Certaines délégations étaient d'accord avec le Secrétaire général pour penser que dans le domaine économique et social, le rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant que tribune universelle permettant d'examiner les questions qui suscitent l'inquiétude des Etats Membres, de diagnostiquer rapidement et d'analyser les problèmes naissants et harmoniser les efforts des nations devrait être renforcé.

44. Un certain nombre de délégations se sont déclarées préoccupées par la façon dont les institutions issues de la Conférence de Bretton Woods étaient mentionnées dans le projet d'introduction du Secrétaire général. A leur avis, c'était à l'Organisation des Nations Unies qu'il appartenait de définir les principes directeurs à suivre dans le domaine économique. Ces délégations ont également mentionné les solutions et les recommandations périmées des institutions issues de la Conférence de Bretton Woods, qui n'étaient pas sensibles aux conséquences économiques et sociales que ces solutions et recommandations pouvaient avoir pour les Etats Membres.

45. Quelques délégations ont également estimé qu'il fallait attacher une plus grande importance à l'environnement. A ce propos, elles ont mentionné le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (le rapport Brundtland) et, en particulier, la nécessité de trouver des solutions aux problèmes connexes qu'étaient la pollution et les déchets toxiques. L'importance du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone a été soulignée. Certaines délégations ont déclaré qu'il fallait accorder davantage d'attention dans le projet d'introduction aux mesures que l'Organisation des Nations Unies pouvait prendre pour atténuer les effets des catastrophes naturelles et aux efforts tendant à mettre en valeur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

46. Un certain nombre de délégations ont souligné la grande importance que revêtaient les questions sociales dans le cadre des travaux de l'Organisation des Nations Unies et ont proposé que le développement social soit retenu comme grand programme. Quelques délégations ont souligné la nécessité d'accorder une attention particulière aux questions de la promotion de la femme, de la jeunesse, des personnes âgées, des personnes handicapées et des sans-abri. Elles ont également souligné la nécessité d'accorder une importance particulière à la promotion et à l'épanouissement des enfants, y compris en ce qui concerne la reconnaissance et la jouissance de leurs droits. De l'avis de certaines délégations, il importait, en outre, de reconnaître la responsabilité commune qu'assumaient producteurs et consommateurs dans l'élimination de l'abus et du trafic illicite des drogues.

47. Certaines délégations, dans leurs observations relatives à la partie D de la section II du projet d'introduction, intitulée "Information et services communs", ont noté que l'information et les services communs n'étaient pas à proprement parler des programmes mais faisaient intervenir des activités entreprises en vue de promouvoir les activités de fond de l'Organisation. On a souligné qu'il fallait renforcer l'indépendance et améliorer la qualité de la fonction publique internationale. De l'avis de certaines délégations, il fallait mentionner dans l'introduction un nouvel ordre mondial de l'information et des communications. D'autres délégations se sont demandé s'il fallait vraiment mentionner les questions d'information dans la partie D ou s'il valait mieux les aborder ailleurs ou en faire mention essentiellement dans les programmes de fond. On a également mentionné les risques éventuels du recours excessif à des services extérieurs et la nécessité de décentraliser les services financiers et les services du personnel, à condition toutefois que l'opération de décentralisation soit menée à bien de façon rationnelle. La nécessité de continuer à introduire des techniques nouvelles en vue d'améliorer l'efficacité des services de conférence et autres a également été mentionnée.

#### c) Priorités

48. Lors de l'examen de la section III de la note, à savoir les commentaires du Secrétaire général sur les priorités, certaines délégations ont estimé qu'il importait de définir clairement les priorités et que le Secrétaire général avait un rôle à jouer, dans la mesure où il pouvait aider les Etats Membres à définir ces priorités en identifiant les grandes orientations. Quelques délégations ont déclaré que, dans ses commentaires sur les priorités, le Secrétaire général ne faisait que répéter les observations qu'il avait formulées dans la section relative aux mandats et aux programmes. D'autres estimaient qu'il aurait fallu davantage analyser les problèmes et proposer des solutions dans une perspective à long terme. Certaines délégations étaient d'avis que la priorité aurait dû être accordée aux domaines dans lesquels l'Organisation des Nations Unies a le plus de

chances d'obtenir des résultats concrets. Certaines délégations ont estimé que les priorités présentées dans l'introduction devraient être formulées conformément aux dispositions de la section II de la résolution 36/228 A.

49. Un certain nombre de délégations ont estimé que la question des priorités occupait une trop grande place dans le projet d'introduction. D'autres ont estimé que l'ordre de priorité laissait à désirer et que la place d'honneur devait revenir au développement économique et social. Quelques délégations ont estimé qu'il aurait fallu accorder une plus grande attention à la question de Namibie, à la question de Palestine et aux problèmes de décolonisation qui continuaient de se poser. Certaines délégations ont jugé prématurée la mention de la création éventuelle d'un centre multilatéral d'alerte nucléaire. Un certain nombre de délégations ont indiqué que la préoccupation première dans le domaine du désarmement était la réalisation du désarmement général et complet. Elles ont ajouté qu'il fallait viser non pas la limitation des armements, mais la réduction des armements. Certaines délégations ont déclaré qu'il aurait fallu mettre davantage l'accent sur le rôle que l'Organisation pouvait jouer en matière de vérification du respect des accords en matière de désarmement, de surveillance par satellite et de détection sismique des essais nucléaires. D'autres délégations n'étaient pas de cet avis. Certaines ont estimé qu'il aurait fallu accorder davantage d'importance à la démographie et aux statistiques.

50. Certaines délégations ont estimé qu'on n'avait pas suffisamment tenu compte dans le projet d'introduction de la priorité accordée par l'Assemblée générale à la question de Palestine. En outre, les résolutions relatives à la tenue d'une conférence internationale sur le conflit du Proche-Orient et à l'exercice par le peuple palestinien de son droit inaliénable à l'autodétermination n'avaient pas été suffisamment mises en valeur.

#### d) Structure

51. Le Comité a également examiné le nouveau projet de structure du plan à moyen terme, présenté aux paragraphes 3 à 36 du projet d'introduction. Certaines délégations se sont félicitées du projet de simplification de la structure du plan, en ce qui concerne le nombre de grands programmes et de programmes retenus, simplifications qui rendraient le plan plus clair et plus transparent, qui permettraient de mieux traduire dans la réalité les objectifs de l'Organisation des Nations Unies tels qu'ils sont définis dans la Charte et d'assurer une approche plus globale et plus intégrée des activités de l'Organisation. Il a également été fait observer que cette simplification devrait aussi servir à renforcer l'efficacité des travaux de l'Organisation. En outre, des délégations ont souligné que l'Organisation devait continuer de s'acquitter des mandats existants et que la portée et la teneur des sous-programmes ne devraient pas être réduites. De l'avis de quelques délégations, il importait que la structure permette de faire preuve de souplesse.

52. Certaines délégations ont estimé que l'opération de restructuration ne devrait pas se limiter à une réorganisation des programmes sous de nouveaux intitulés. L'adoption d'une structure simple et logique, éliminant les doubles emplois, était une première démarche qui permettrait de faire du plan à moyen terme un instrument de gestion utile qui devrait aboutir à l'élaboration d'un document plus court et plus clair, reflétant les priorités de l'Organisation.

53. Toutefois, d'autres délégations ont émis des objections au projet de restructuration, estimant que la structure actuelle du plan à moyen terme devait être maintenue. De l'avis de ces délégations, la Charte devait certes inspirer les

activités de l'Organisation, mais elle n'était pas un élément de gestion et, partant, ne devait pas servir à élaborer un document de planification. On a fait observer qu'à force de vouloir simplifier la structure, on risquait de la simplifier à l'extrême au point de ne plus pouvoir refléter intégralement la portée et le contenu des activités de l'Organisation des Nations Unies. Il fallait disposer de davantage de renseignements sur ce que devaient être les nouveaux programmes et sur la façon dont la nouvelle structure différencierait de celle du plan actuel.

54. Certaines délégations ont fait observer que le manque de clarté et de transparence de la nouvelle structure ne permettait pas au Comité de se faire une opinion définitive et que les informations présentées avaient donné lieu à des doutes sérieux.

55. Une nouvelle série d'échanges de vues de nature préliminaire a ensuite eu lieu sur la base d'une note non officielle établie par le Secrétariat à la demande des délégations. Ces échanges de vues sont récapitulés plus loin aux paragraphes 56 à 66. En présentant la note, le représentant du Secrétariat a déclaré que des consultations se poursuivaient avec les directeurs de programme et que la liste de programmes proposés donnée dans la note était encore provisoire. Le représentant du Secrétariat a déclaré en outre, en réponse à des questions et observations de certaines délégations, qu'au départ, on n'avait pas prévu de programmes distincts pour la Namibie, la Palestine et la décolonisation parce qu'il était possible que les objectifs de l'Organisation dans ces domaines soient réalisés d'ici la mise en route du nouveau plan en 1992. Toutefois, il a précisé qu'on pourrait ajouter au plan des programmes distincts intéressant ces questions. Il a également déclaré qu'en concevant la structure du plan, il importait peu, dans la pratique, que l'on adopte une approche sectorielle ou une approche organisationnelle, étant donné que l'organisation des services du Secrétariat était essentiellement régie par les mandats de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant du Secrétariat a également appelé l'attention sur l'alinéa b) de l'article 3.6 du Règlement régissant la planification des programmes, aux termes duquel

"Le plan à moyen terme indique ...

les programmes, comprenant, dans le cadre d'un grand programme, toutes les activités menées dans un secteur qui sont placées sous la responsabilité d'une unité administrative distincte, normalement une division;".

En ce qui concerne le fait que certains programmes n'avaient pas été prévus parce qu'il se pourrait que les objectifs de l'Organisation dans ces domaines soient réalisés d'ici le début du plan à moyen terme pour la période commençant en 1992, certaines délégations se sont fermement élevées contre le fait qu'une telle raison ait été invoquée pour ne pas inclure dans le plan à moyen terme les programmes relatifs à la Namibie, à la Palestine et à la décolonisation. Elles estimaient que les programmes exécutés en vertu d'un mandat devraient figurer dans le plan à moyen terme. Au cas où leurs objectifs seraient réalisés, le présent exercice de révision des plans à moyen terme traiterait de tous les programmes qui avaient réalisé leurs objectifs.

56. Des points de vue divergents ont été exprimés à propos de la proposition tendant à élaborer des programmes distincts pour les commissions régionales. Il fallait concilier la spécificité de leurs activités avec la nécessité d'adopter une approche globale. Certaines délégations ont estimé que les activités des commissions régionales devraient être regroupées dans le cadre d'un grand programme. Quelques délégations ont déclaré que les questions économiques et

sociales pouvaient être envisagées séparément tant que l'on s'attachait, lors de l'exécution des programmes correspondants, à tenir compte des rapports étroits qui existent entre elles. D'autres délégations ont déclaré qu'il était difficile de concilier cette séparation avec une approche intégrée du développement. En ce qui concerne la coopération technique, il a été noté qu'il serait peut-être plus pratique de traiter cette activité dans le cadre des différents programmes, comme cela se faisait dans le plan actuel, plutôt que d'y consacrer un programme spécifique. A propos d'une question plus générale, certaines délégations ont estimé qu'en envisageant l'introduction de modifications traduisant les nouvelles préoccupations de la communauté internationale, il fallait procéder au cas par cas. Par exemple, la prévention du crime devrait être traitée en tant que programme distinct dans le cadre du grand programme III, relatif à la coopération internationale pour le progrès économique et social de tous les peuples.

57. Les délégations ont formulé des observations sur la structure générale du plan, ainsi que des remarques détaillées et des suggestions pour ce qui est de la teneur, du groupement et des descriptions des grands programmes et des programmes. Dans la nouvelle structure proposée, les 31 grands programmes du plan à moyen terme actuel semblent être devenus 38 programmes groupés sous quatre rubriques principales nouvelles. Il semblait qu'il y eut recoupement et que certains des nouveaux programmes proposés pourraient être combinés. On a précisé que la nouvelle structure manquait de cohérence, certains programmes étant établis à partir de leur contenu et d'autres en fonction de questions d'organisation. On a demandé des précisions supplémentaires sur les futurs sous-programmes et sur la liste des activités des commissions régionales et du Département de la coopération technique pour le développement. Des propositions ont été faites pour ajouter de nouveaux grands programmes portant sur les commissions régionales, le développement social et les affaires humanitaires. Le concept de patrimoine mondial pourrait constituer un grand programme bien qu'il n'ait pas été entièrement élaboré. On a également rappelé qu'il faudrait prendre en considération les résultats des délibérations de la Commission spéciale du Conseil économique et social au sujet de l'étude approfondie de la structure intergouvernementale et des fonctions de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.

58. On a déclaré que s'agissant de la relation entre le plan à moyen terme et le budget-programme, la solution la plus heureuse serait d'adopter une approche double. De cette manière, le plan raduirait dans la mesure du possible une approche sectorielle alors que le budget-programme serait établi en fonction d'une structure administrative et serait accompagné de renseignements montrant la répartition des ressources par secteur. On a également rappelé que les états des incidences du budget-programme devaient inclure une analyse par programme des effets des propositions au niveau du plan à moyen terme.

59. Pour ce qui est du grand programme I proposé sur le thème "Maintien de la paix et de la sécurité, désarmement et autodétermination des peuples", certaines délégations ont déclaré ne pas comprendre pourquoi grouper ces éléments dans le même grand programme. Dans deux des programmes proposés dans le cadre de ce grand programme, à savoir "affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité" et "affaires politiques et affaires de l'Assemblée générale", on s'est interrogé sur l'utilité de répéter le mot "politiques" et on a proposé de fusionner les deux programmes en question. Des questions ont été également soulevées à propos de l'inclusion des mots "égalité des droits" dans le titre d'un programme proposé devant porter sur le thème "Questions politiques spéciales, égalité de droits et autodétermination". Certaines délégations étaient préoccupées par le fait que le titre d'un programme proposé devant porter sur la question de la décolonisation ne figure pas dans ce grand programme. Elles ont proposé que le mot décolonisation

figure dans le titre du grand programme ainsi que dans celui du programme correspondant. Certaines délégations ont estimé que la Namibie, la Palestine et la décolonisation devraient toutes faire l'objet de programmes distincts.

60 Pour ce qui est du grand programme II proposé, certaines délégations ont exprimé leur préoccupation touchant le libellé du titre : "Respect du droit international, des droits de l'homme et des libertés fondamentales et élaboration de normes", selon la présentation figurant dans le document non officiel établi par le Secrétariat. Le groupement de ces éléments et l'emploi du mot "normes" ont également été critiqués par certaines délégations. Les délégations ont indiqué que l'Organisation des Nations Unies devrait oeuvrer progressivement à la codification et au développement du droit international et que cette tâche devrait apparaître dans le titre du programme pertinent. On a ajouté que la référence faite aux affaires maritimes dans le titre d'un programme proposé sur le thème "Droit de la mer et affaires maritimes" ne correspondait à aucun mandat. Certaines délégations ont dit que les programmes proposés sur les thèmes portant respectivement sur la promotion et la protection des droits de l'homme, la protection internationale des réfugiés et l'assistance aux réfugiés et le contrôle international des drogues avaient un caractère plus social que juridique. Quelques délégations ont également contesté l'inclusion proposée d'un programme couvrant les utilisations pacifiques de l'espace dans le grand programme II, qui ne rendait pas compte de tous les aspects de cette question.

61. Lors de l'examen du projet du grand programme III, "Coopération internationale pour le progrès économique et social des peuples du monde entier", présenté dans le document non officiel établi par le Secrétariat, certaines délégations ont été d'avis que les mots "les peuples du monde entier" étaient superflus. D'autres délégations ont estimé que le titre de ce grand programme risquait de prêter à confusion dans la mesure où il y était question à la fois de questions économiques et sociales, alors que le programme ne portait manifestement que sur les seules questions économiques. Les délégations ont déclaré que le rôle de l'Organisation dans le domaine économique devait être un rôle actif et ne devait pas se limiter à la fourniture d'un cadre d'étude. Elles ont indiqué que des questions très importantes pour les pays en développement, notamment l'alimentation et l'agriculture, l'industrie et les transports, les ressources de base, le commerce des articles manufacturés et le transfert de technologies, ainsi que la science et la technique devraient également relever de ce grand programme. On a en outre déclaré que des programmes précis intéressant le redressement économique de l'Afrique, les affaires marines, la dette, les flux de ressources et les stupéfiants auraient dû figurer dans le projet de grand programme III. Il a également été proposé que le développement économique et le développement social soient considérés comme deux grands programmes distincts, un autre grand programme étant éventuellement consacré aux questions humanitaires. En particulier, il a été proposé que le grand programme intéressant le développement économique comprenne les programmes suivants : développement et coopération économique : problèmes et activités, y compris la coordination, coopération technique pour le développement, questions et politiques économiques à l'échelle mondiale, commerce et financement du développement et sociétés transnationales, le grand programme intéressant le développement social pouvant quant à lui porter sur les questions suivantes : questions et politiques sociales à l'échelle mondiale, promotion de la femme, environnement, population, etc. Quelques délégations ont souligné que bon nombre d'activités comportaient des aspects économiques, sociaux, juridiques et humanitaires.

62. Un certain nombre de délégations ont déclaré qu'un programme intéressant les statistiques devrait également faire partie du grand programme IV. D'autres, par contre, ont déclaré que les statistiques constituaient la base des analyses économiques et sociales et devaient, tout comme les questions de population, être liées au développement économique.

63. Quelques délégations ont déclaré que le projet de grand programme IV, intitulé "Information, services de conférence et services administratifs", n'était en fait pas un grand programme et pourrait s'intituler "Services communs". Selon certaines délégations, les questions d'information ne devraient pas relever de ce grand programme, certaines activités d'information s'apparentant à des activités de fond. L'information, alors qu'elle était une activité tout à fait distincte des services de conférence, relevait du même grand programme. Des programmes spécifiques devraient être consacrés aux bibliothèques, au personnel, aux services financiers et aux services généraux, ainsi qu'à la planification et à la coordination des programmes. Un programme intéressant les services juridiques pourrait également être ajouté.

#### e) Durée

64. Certaines délégations ont indiqué que les décisions intéressant la durée du plan devaient se fonder sur des critères techniques. Un de ces critères était le fait qu'il était souhaitable de synchroniser le cycle de planification de l'Organisation des Nations Unies avec celui des autres organisations du système, ce qui a amené un certain nombre de délégations à proposer que le prochain plan à moyen terme porte sur la période allant de 1992 à 1995. D'autres critères étaient l'opportunité de retenir une période de six ans aux fins de planification et la nécessité d'adhérer au règlement et aux règles régissant la planification des programmes. Il a été souligné qu'on s'était déjà écarté une fois du cycle normal de planification et que cela ne devait pas se reproduire.

#### f) Considérations générales

65. Certaines délégations ont estimé que les discussions du Comité étaient de caractère préliminaire et ont jugé qu'il faudrait disposer d'informations supplémentaires.

66. Outre les observations consignées ci-dessus, les délégations ont fait des suggestions de rédaction détaillées et précises qui, à leur avis, devraient être dûment prises en considération par le Secrétariat lors de l'établissement de la version finale de l'introduction au plan à moyen terme.

### Conclusions et recommandations

67. Le Comité a recommandé qu'en poursuivant ses travaux sur l'introduction au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992, le Secrétaire général tienne pleinement compte des vues exprimées par les Etats Membres à la vingt-huitième session du Comité et que l'Assemblée générale invite les Etats Membres à formuler des observations supplémentaires dans le cadre des débats de ses grandes commissions. Tous les organismes pertinents des Nations Unies devraient disposer à cette fin de la note du Secrétaire général (A/43/329) ainsi que du rapport du Comité.

68. En ce qui concerne les priorités mentionnées dans le projet d'introduction, le Comité a rappelé que, dans sa résolution 41/213, l'Assemblée générale demandait



l'application intégrale du règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

69. Le Comité a réaffirmé que le plan à moyen terme pour la période commençant en 1992 devrait être formulé de manière pleinement conforme au règlement et règles régissant la planification des programmes et a souligné la nécessité de porter les dispositions pertinentes de ce règlement et de ces règles à l'attention des organes subsidiaires intergouvernementaux dans le contexte de l'établissement du plan à moyen terme.

70. Le Comité a recommandé l'approbation du calendrier des consultations proposé par le Secrétaire général pour l'établissement du plan à moyen terme (voir A/43/329/Add.1).

71. Le Comité a recommandé que le prochain plan à moyen terme porte sur la période 1992-1997 et a prié le Secrétaire général d'assurer la coordination appropriée avec les institutions spécialisées, notamment avec celles qui ont un cycle de planification différent.

72. En examinant la proposition concernant la structure du plan à moyen terme, le Comité a estimé que les renseignements dont il disposait n'étaient pas suffisants pour lui permettre de parvenir à une conclusion sur le fond. Il a donc recommandé que l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session, examine avec une attention particulière la question de la structure du plan à moyen terme à la lumière des débats du Comité.

73. Le Comité a souligné que le plan à moyen terme, y compris son introduction, était un instrument qui devait contribuer à permettre à l'Organisation des Nations Unies de mener de façon plus efficace les activités prévues dans son mandat et, par conséquent, de mieux s'acquitter à l'avenir du rôle qui lui incombait en vertu de la Charte.

#### C. Prévisions révisées concernant le chapitre 27 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

74. A ses 64<sup>e</sup> à 67<sup>e</sup> séances, du 12 au 14 septembre, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général contenant les prévisions révisées concernant le chapitre 27 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (A/C.5/43/1/Rev. 1, chap. IV, sect. C et D).

#### Examen de la question

75. Certaines délégations se sont déclarées préoccupées par les incidences négatives que la réorganisation et les réductions de postes risquaient d'avoir sur l'exécution des programmes ainsi que sur le moral du personnel. Elles ont exprimé l'espoir que la mise en place de la nouvelle structure se ferait de manière équitable et objective et qu'on éviterait dans toute la mesure du possible de réaffecter à l'extérieur du Département des fonctionnaires expérimentés qui y travaillaient depuis longtemps.

76. Certaines délégations continuaient à se demander avec inquiétude si les ressources étaient suffisantes pour permettre au Département de réaliser ses objectifs et si elles étaient bien réparties entre les différents domaines prioritaires. Elles se sont également interrogées sur l'importance qui semblait être accordée aux activités relatives aux organisations non gouvernementales.

77. Certaines délégations se sont déclarées gravement préoccupées du manque d'homogénéité dans les réductions de personnel opérées dans certains lieux d'affectation, en particulier à Nairobi. Elles ont instamment demandé au Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour éviter que cette situation n'ait des effets préjudiciables sur les programmes prévus dans les mandats de tous les bureaux.

78. Certaines délégations continuaient à penser que le Bureau de l'exécution des programmes faisait double emploi dans la nouvelle structure et que ses fonctions n'étaient pas suffisamment justifiées. Certaines délégations ont souligné que les questions relatives aux structures administratives relevaient de la compétence du Secrétaire général.

79. En ce qui concerne les centres et services d'information, on a souligné l'importance de maintenir les postes de direction à des classes suffisamment élevées et d'assurer l'équilibre voulu entre les différentes régions du monde. Certaines délégations se sont référées à l'accord auquel le Comité était parvenu à sa session de printemps et ont estimé que la proposition du Secrétaire général correspondait bien à la décision du Comité. A leur avis, en attendant de trouver une solution qui n'ait pas de conséquences néfastes pour les centres et services d'information des Nations Unies, il faudrait réexaminer la question de l'équilibre régional et du rang des directeurs de tous les centres et services d'information. Certaines délégations estimaient qu'on n'avait pas fait suffisamment d'efforts pour appliquer les critères permettant de décider quels postes de directeur de centre devaient être classés à la classe D-1. Certaines délégations se sont demandé s'il était bien nécessaire de rétablir cinq postes D-1, estimant qu'il aurait suffi de reclasser des postes dans certains cas. A leur avis, la recommandation figurant au paragraphe 51 du rapport de la session de printemps du Comité (voir première partie) aurait été suivie si le Secrétaire général avait simplement proposé de nouveaux critères qu'elles jugeaient, en fait, acceptables.

80. Certaines délégations ont constaté avec inquiétude qu'un nombre disproportionné de produits au titre des programmes relatifs au développement étaient consacrés à des questions autres que le développement économique.

81. Certaines délégations ont estimé que, dans son souci de s'acquitter des mandats que lui avait confiés l'Assemblée générale et de faire preuve d'efficacité dans ses travaux, le Département de l'information ne devait pas perdre de vue les caractéristiques de l'Organisation.

#### Conclusions et recommandations

82. En ce qui concerne la suite donnée au paragraphe 50 du rapport de la session de printemps du Comité, le Comité a noté que le Service de la direction des projets et de la promotion avait été réorganisé de manière à comprendre une Section des programmes relatifs à la lutte contre l'apartheid, à la Namibie et à la Palestine - trois questions prioritaires pour l'Organisation - et qu'un Groupe des programmes relatifs à la lutte contre l'apartheid et à la Namibie avait été créé au sein de la Division de la production écrite et audio-visuelle. Le Comité a donc recommandé que la Division de la production écrite et audio-visuelle comprenne également un groupe distinct chargé de la question de Palestine.

83. Le Comité a recommandé que le Service de la direction des projets et de la promotion comprenne des sections distinctes chargées d'entreprendre et de coordonner les travaux nécessaires sur a) les questions relatives au développement social et b) les questions relatives aux droits de l'homme et au développement social.

84. Le Comité a également recommandé que les sections et groupes mentionnés aux paragraphes 83 et 84 disposent, selon des critères équitables, des ressources nécessaires, notamment en matière de personnel, et que, conformément aux priorités accordées à ces questions par l'Assemblée générale, ils jouissent d'un traitement équitable en ce qui concerne le rang à attribuer à leur personnel de direction dans le cadre du tableau global d'effectifs pour l'exercice biennal 1988-1989 recommandé par le Comité dans le rapport sur sa session de printemps.

85. Le Comité a recommandé l'adoption de la proposition figurant au paragraphe 57 du chapitre IV du rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées concernant le budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (A/C.5/43/1/Rev. 1) s'agissant du redéploiement de postes D-1 dans les centres et services d'information du Département de l'information dans le cadre général du tableau d'effectifs recommandé par le Comité à sa session de printemps.

86. Le Comité a rappelé le paragraphe 52 des conclusions et recommandations formulées à sa session de printemps (voir première partie) et a recommandé que le Secrétaire général accélère le processus tendant à obtenir une répartition géographique équilibrée des postes dans le Département de l'information, en particulier au niveau supérieur, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

87. Constatant que des programmes importants, y compris des programmes régionaux et des programmes dans certaines langues nationales, avaient été différés ou interrompus, le Comité a pris acte des assurances données par le représentant du Secrétaire général en ce qui concerne le rétablissement, aussi tôt que possible, de tous les programmes de radio en ourdou, y compris les programmes en ourdou énumérés à l'alinéa i) de l'élément de programme 2.2 (programmes radiophoniques d'actualité et magazines), et il a recommandé que les autres programmes affectés ainsi que les programmes de langues énumérés aux alinéas 1) et 2) de l'élément de programme 2.3 (documentaires radiophoniques spéciaux d'actualité et production de magazines), y compris les programmes en allemand, soient pleinement exécutés, compte tenu des vues et des préoccupations exprimées par les Etats Membres lors de la vingt-huitième session du Comité, et que l'allemand soit ajouté aux programmes de langues énumérés au titre des produits iv) et v) de l'élément de programme 2.3 du descriptif des programmes du chapitre 27 (voir A/C.5/43/1/Rev.1, chap. IV).

88. Tout en prenant note d'un certain nombre de mesures positives qui avaient été prises compte tenu des préoccupations exprimées lors de la session de printemps du Comité, celui-ci a maintenu bon nombre de ses réserves concernant la réorganisation du Département de l'information et a recommandé, par conséquent, que l'Assemblée générale suive de près et évalue les travaux du Département pour s'assurer qu'il fonctionnait efficacement et qu'il s'acquittait du mandat qui lui avait été confié par l'Assemblée générale.

#### D. Evaluation approfondie du grand programme concernant les affaires politiques et les affaires du Conseil de sécurité

89. A sa 64e séance, le 12 septembre, le Comité a examiné la note du Secrétaire général (E/AC.51/1988/14) relative au rapport intérimaire sur l'évaluation approfondie du grand programme concernant les affaires politiques et les affaires du Conseil de sécurité, qu'il doit examiner à sa vingt-neuvième session.

#### Conclusions et recommandations

90. Le Comité est convenu que l'évaluation approfondie devrait être centrée sur le programme relatif au désarmement.

### III. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA VINGT-NEUVIEME SESSION DU COMITE

91. Par sa résolution 1988/77 du 29 juillet 1988, le Conseil économique et social a prié le Comité du programme et de la coordination de lui soumettre à sa seconde session ordinaire de 1989 des propositions précises sur les "instruments de coordination, tels que les rapports interinstitutions, les réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination, ainsi que les rapports du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires".

92. A sa 69e séance, le 19 septembre, le Comité a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-neuvième session en tant qu'alinéa a) du point 5 et de renuméroter les alinéas actuels en conséquence.

93. A la même séance, le Comité a également décidé de prier le Secrétaire général de lui soumettre un rapport sur la méthode qui serait appliquée lors de l'élaboration des futurs plans généraux de budget en vue d'identifier "les priorités reflétant les orientations générales par grand secteur", et de mentionner en particulier les aspects méthodologiques à adopter. Le Comité a décidé d'examiner ce rapport au titre du point 4 a) de l'ordre du jour provisoire, qui traite du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.

#### Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).

Ordre du jour provisoire de la reprise de la vingt-huitième  
session du Comité

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Questions relatives au programme :
  - a) Plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991;
  - b) Introduction au plan à moyen terme pour la période commençant en 1992;
  - c) Calendrier des consultations à tenir avec les organes intergouvernementaux au sujet de la préparation du plan à moyen terme commençant en 1992;
  - d) Prévisions révisées concernant le chapitre 27 (Information) du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989;
  - e) Evaluation approfondie du grand programme concernant les affaires politiques et les affaires du Conseil de sécurité : note du Secrétaire général.
3. Ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session du Comité.
4. Adoption du rapport du Comité.

ANNEXE II

Liste des documents portés à l'attention du Comité à la reprise  
de sa vingt-huitième session

- A/43/329                      Rapport du Secrétaire général sur le projet  
d'introduction au plan à moyen terme commençant en 1992
- A/43/524                      Rapport du Secrétaire général contenant le plan général  
du projet de budget-programme pour l'exercice biennal  
1990-1991
- A/C.5/43/1/Rev.1            Rapport du Secrétaire général contenant les prévisions  
révisées, compte tenu notamment des plans du Secrétaire  
général visant l'application de la recommandation 15  
relative à la réduction des effectifs établis, comme  
suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans  
ses résolutions 41/213 et 42/211
- E/1988/SR.37                Compte rendu analytique provisoire de la 37e séance de la  
seconde session ordinaire de 1988 du Conseil économique  
et social
- E/AC.51/1988/6              Rapport du Secrétaire général sur le calendrier des  
consultations concernant l'élaboration du plan à moyen  
terme pour la période commençant en 1992
- E/AC.51/1988/13            Ordre du jour provisoire
- E/AC.51/1988/14            Note du Secrétaire général sur l'évaluation approfondie  
du grand programme concernant les affaires politiques et  
les affaires du Conseil de sécurité
- E/AC.51/1988/L.6            Programme de travail : note du Secrétariat
- E/AC.51/1988/L.7            Projet de rapport.  
et Add.1 à 4

---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---